

## La barbarie en marche

La journée du dimanche 20 juillet a été présentée comme la plus sanglante « dans les deux camps » depuis le début de l'offensive israélienne.

Le quartier de Shejayia dans le nord-est de la bande de Gaza a été pilonné pendant plusieurs heures de suite, selon des témoins, préparant ce qui a également été un revers sanglant pour les troupes au sol de l'armée israélienne.

Si l'on en juge par la nature des victimes, les « deux camps » sont composés, d'une part, de militaires surarmés, venus pour tout liquider sur leur passage, et, d'autre part, de civils, majoritairement des femmes et des enfants, qui se trouvent au premier rang des victimes.

Le mardi 22 juillet, le Centre palestinien des droits de l'homme comptabilisait plus de 600 morts palestiniens, dont plus de 80 % sont des civils, incluant 130 enfants.

Ce qui se passe aujourd'hui à Gaza est une nouvelle offensive dans la politique délibérée de l'Etat israélien pour terroriser la population palestinienne, à commencer par les enfants (depuis le début de l'offensive « Bordure protectrice », l'armée israélienne a tué deux fois plus d'enfants que de combattants, quarante-cinq écoles ont été bombardées).

Le 16 juillet, quatre enfants jouant sur une plage de Gaza ont été exécutés par un tir ajusté en provenance d'un navire de guerre israélien. De nombreux experts cités par la presse s'accordent pour dire

que la très haute précision du matériel de visée ne peut pas laisser penser à une erreur.

La machine de guerre israélienne a également blessé

plus de quatre mille personnes depuis le 8 juillet, dans une situation où il n'y a plus de pansements, ni de désinfectants, ni de lits disponibles dans les hôpitaux surpeuplés et eux-mêmes soumis

aux bombardements, comme le grand hôpital de Gaza, al-Alqsa, où quatre personnes ont été tuées par un bombardement. Le porte-parole de l'armée israélienne a justifié, selon son habitude, les bombardements en disant que la population avait été prévenue par tract ou par SMS et pouvait s'enfuir.

Mais pour aller où ?

Aux bombardements destructeurs s'ajoute une guerre psychologique contre les civils, dont les numéros de téléphone portable sont connus des services israéliens.

Il s'agit de massacrer et de terroriser les Palestiniens.

F. LAZAR

Photo AFP



Des soldats israéliens aux côtés de chars tirant au canon de 155 mm sur la bande de Gaza, le 21 juillet.

### CE QUE DISAIT EN 2004 L'UN DES AUTEURS DU PLAN DE "DÉSENGAGEMENT" D'ISRAËL DE LA BANDE DE GAZA

Conseiller de plusieurs ministres et chefs d'état-major israéliens, connu pour ses « mises en garde » auprès des dirigeants de l'Etat hébreu sur les « dangers de la démographie », le démographe Arnon Sofer était aussi de ceux qui se trouvaient à l'origine du plan Sharon de « désengagement unilatéral » de la bande de Gaza en 2005. Le 29 mai 2004, Sofer répondait de la manière suivante à une interview : « Lorsque 2,5 millions de personnes vivront dans un Gaza isolé, ce sera une catastrophe humaine. Ces gens deviendront des animaux encore plus féroces, et ce avec l'aide d'un islam insensé. La tension à la frontière sera épouvantable. Cela va être une guerre terrible. Ainsi, si nous voulons rester en vie, nous allons devoir tuer et tuer et tuer. Toute la journée, tous les jours. »

Question : « Comment Israël résistera-t-il à la pression — et au "tuer, tuer, tuer" —, alors que CNN aura planté ses caméras le long du mur ? »

Réponse : « Si nous ne le faisons pas, nous cesserons d'exister. La seule chose qui m'inquiète est de savoir comment faire pour que les hommes, jeunes et moins jeunes, à qui incomberont ces meurtres puissent rentrer chez eux, au sein de leurs familles, et se comporter comme des êtres humains normaux. » Sans commentaire...

## DOCUMENT

### Gaza

# Déclaration solennelle de l'UGTA, du PT et de l'OUSA

**N**ous, l'UGTA, le PT et l'Organisation de l'union des syndicats africains (OUSA) (1), profondément indignés par l'œuvre criminelle de l'entité sioniste à Gaza, déclarons : les hordes sionistes terroristes procèdent à l'extermination du peuple palestinien dans une guerre de génocide en direct, une guerre contre des civils, en majorité des enfants, des femmes et des personnes âgées, avec le soutien actif des gouvernements des grandes puissances et de l'ONU.

Nous réitérons notre ferme condamnation de cette guerre de terrorisme de l'Etat raciste et criminel de l'entité sioniste.

Nous le déclarons clairement, les gouvernements américain et européens habituellement si prompts à utiliser les questions des droits de l'homme, de la liberté... pour s'ingérer dans les affaires internes des pays souverains et intervenir militairement, semant le chaos et la barbarie, sont complices d'un crime contre l'humanité, de l'extermination de cinq cents Palestiniens, de l'assassinat de dizaines de familles entières, alors que des milliers de blessés sont menacés de mort eux aussi, du fait du manque drastique de médicaments, et que des centaines de milliers de Palestiniens sont expulsés de leurs maisons, et que des infrastructures de base sont massivement détruites.

**Jeudi 24 juillet, meeting au siège de la centrale syndicale UGTA en soutien au peuple palestinien, appelé par l'UGTA, le PT et l'OUSA**

Sont complices et coupables la majorité des régimes arabes et de la Ligue arabe qui, par leur silence et leur soumission aux parrains de l'entité sioniste, encouragent la guerre de génocide contre le peuple palestinien.

Nous, l'UGTA, le PT et l'OUSA, réaffirmons notre soutien inconditionnel au peuple palestinien en lutte pour le recouvrement de ses droits légitimes, à son droit à la résistance à l'occupant et à se défendre, et appelons les travailleurs, les jeunes, les organisations syndicales, les partis attachés aux droits des peuples et à la liberté, au Maghreb et au Machrek, et dans le monde entier, à agir dans l'unité pour mettre fin de manière inconditionnelle à la guerre d'extermination dont est victime le peuple palestinien sans défense.

Nous les appelons à manifester leur solidarité active avec les populations palestiniennes de Gaza, martyrisées par les bombardements ininterrompus, abominables, par terre, par mer et par air, par l'armée terroriste d'Israël, avec l'appui explicite de ses parrains américain et européens.

Nous saluons la résistance héroïque du peuple palestinien, qui réalise, dans la douleur des atrocités commises par l'entité sioniste, son unité, avec toutes ses composantes historiques vivant à Gaza, dans les territoires occupés, dans les frontières de 1948 et les camps de réfugiés.

Nous saluons la mobilisation populaire sur tous les continents pour la défense du peuple palestinien en danger d'extermination.

Nous exprimons notre accord avec la position officielle du gouvernement algérien, fidèle aux traditions du peuple algérien. Nous appelons le gouvernement à poursuivre et à intensifier son soutien politique actif à la cause palestinienne au niveau régional et international pour mettre fin à la guerre d'extermination, et à renforcer l'aide et l'assistance nécessaires au peuple palestinien frère, en lutte pour le recouvrement de son droit à l'existence, à la terre et à la liberté.

Nous, l'UGTA, le PT et l'OUSA, décidons de coordonner l'action de solidarité envers le peuple palestinien et, dans ce cadre, un meeting commun de dénonciation du génocide et de soutien au peuple palestinien sera organisé dans la semaine à Alger, au siège de la centrale syndicale UGTA.

A bas le sionisme raciste et génocidaire, ses parrains et ses alliés arabes !  
Vive la résistance du peuple palestinien !

Alger,  
le 21 juillet 2014

(1) UGTA : Union générale des travailleurs algériens ; PT : Parti des travailleurs d'Algérie ; L'OUSA regroupe l'ensemble des organisations syndicales d'Afrique.



La Palestine historique en 1946.

Les frontières de l'Etat d'Israël, en 1948 (les territoires palestiniens, en noir).

Les enclaves palestiniennes en 2010 (en noir).

Infographie DR

ÉDITORIAL

## Le combat contre la barbarie ne se divise pas

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

**P**lus de 600 morts et 4 000 blessés (pour beaucoup amputés) ; plus de 100 000 civils (en majorité femmes, enfants, vieillards) chassés de leur logis : en l'espace de deux semaines, l'équivalent serait en France de 170 000 morts et blessés, 3 à 4 millions sur les routes de l'exode.

Dans cette situation atroce, qui soulève d'indignation les peuples et les travailleurs de France, et du monde entier, Hollande s'est distingué à trois reprises (1).

D'abord, en justifiant inconditionnellement l'agression israélienne, s'alignant ainsi sur Obama, qui soutient Netanyahu (avec l'appel cynique d'Obama et de Hollande à « modérer » le nombre des victimes civiles).

Ensuite, l'interdiction d'une manifestation de soutien au peuple palestinien pose la question des libertés démocratiques. Le prétexte invoqué — un incident intervenu en marge d'une manifestation précédente, incident sur l'origine duquel la presse fournit des versions très contradictoires — a déclenché un cycle d'incidents et de provocations se succédant, qui tous trouvent leur origine dans la remise en cause du droit de manifester contre l'agression israélienne.

Quant à la convocation, ce 21 juillet, par François Hollande des représentants de différentes religions... que cherche-t-on ? A nourrir une escalade d'affrontements entre prétendues « communautés » ?

Le morcellement du pays en « communautés » comme en « territoires » tourne le dos à la République laïque fondée sur l'égalité des droits des citoyens dans le respect des libertés démocratiques. La « République des communautés », c'est la dislocation de la République.

Le Parti ouvrier indépendant, qui, dès le premier jour de l'agression, s'est prononcé pour l'arrêt inconditionnel des bombardements israéliens et le retrait des troupes, s'est adressé à l'ensemble des organisations politiques du mouvement ouvrier afin d'agir dans l'unité en ce sens (*lire page 16*).

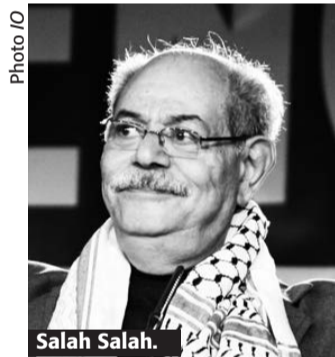
En ces heures d'une gravité exceptionnelle, il faut réaffirmer que le peuple palestinien a le même droit que tous les peuples à prendre librement entre ses mains son avenir. La reconnaissance du droit de tous les peuples, palestinien compris, à disposer d'eux-mêmes, constitue le socle de la démocratie politique qui, en France, a pris historiquement la forme de la République une et indivisible fondée sur la reconnaissance de l'égalité des droits de tous les citoyens, sans considération de leurs croyances religieuses, de leurs origines, de leurs opinions.

En ce sens, l'indispensable mobilisation aujourd'hui pour l'arrêt des bombardements à Gaza et le respect des droits du peuple palestinien recoupe la défense de la liberté d'expression, d'organisation et de revendication. Elle inclut donc aussi le droit de la classe ouvrière à s'organiser pour faire prévaloir ses revendications, son droit à forger son unité de classe, rejetant toute forme de communautarisme diviseur.

N'en déplaise à Valls, qui manipule honteusement la commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv et à tous ceux qui invoquent l'argument de l'antisémitisme, l'enfant de Gaza assassiné sur une plage où il jouait au football avec ses frères, au moment même où des milliers d'autres sont assassinés et mutilés, n'avait commis qu'un seul « crime » : être né palestinien. Comme naguère les enfants rafiés au Vel' d'Hiv ou ceux du ghetto de Varsovie n'avaient commis qu'un seul « crime » : être nés juifs.

Le combat contre la barbarie ne se divise pas.

(1) Plusieurs centaines de militants socialistes ont adressé une lettre ouverte à François Hollande, pour dénoncer sa position.



Salah Salah.

## Interview de Salah Salah, membre du Conseil national palestinien et responsable de la commission du droit au retour des réfugiés

### Pourquoi l'Etat d'Israël a-t-il pris la décision d'attaquer Gaza maintenant ?

Tu sais, ce n'est pas la première fois que les Israéliens attaquent Gaza. C'est arrivé non seulement en 2009 et en 2012, mais même avant la création du Hamas, en 1967 et en 1956. Cependant, le mouvement sioniste est maintenant bien plus agressif qu'auparavant.

Il bombarde et détruit les habitations afin d'en tuer les habitants. C'est ainsi que de nombreuses familles ont complètement disparu.

Il prend prétexte du Hamas pour mener sa guerre. Il prétend lutter contre le terrorisme. Cependant, de mon point de vue, les motivations réelles de cette barbarie, de cette volonté de détruire sont les suivantes :

- 1) il s'agit d'établir une division entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, tant géographiquement que politiquement ;
- 2) il s'agit de tester les réactions du nouveau régime égyptien afin de voir s'il maintient la même attitude « médiatrice » qu'auparavant ou s'il a changé de position ;
- 3) il s'agit de vérifier de quelles ressources, de quel nouvel armement dispose la résistance palestinienne.

A cela il faut ajouter que les sionistes voulaient tout faire pour que les manifestations massives et les grèves, à Al-Khalil, à Jérusalem et dans les territoires de 1948 (Etat d'Israël — NDLR), prennent fin et ne se transforment pas en intifada.

Nous avons vu que les choses ont pris une nouvelle direction et se sont transformées en solidarité avec Gaza, en soutien au combat qui s'y mène au lieu de déboucher sur l'organisation d'une troisième intifada sur tout le territoire historique de la Palestine (Cisjordanie, Gaza et territoires de 1948).

**“La solution c'est que l'on revienne à la Charte de l'OLP traitant d'un seul Etat démocratique en Palestine, offrant une citoyenneté unique, un Etat où il n'y aurait aucune distinction de religion, de race, de couleur, ou de quelque ordre que ce soit”**

### Quelle est exactement la situation à Gaza ?

Ce qui surprend les Israéliens, c'est la quantité ainsi que la sophistication de l'armement dont disposent les différentes factions palestiniennes. Pour les Israéliens, il est difficile de continuer ainsi, ils doivent cacher leurs pertes et exercer un contrôle strict sur les médias, leur interdisant de publier quoi que ce soit.

La position des Palestiniens est plus forte qu'on ne pouvait s'y attendre et c'est la raison pour laquelle ils exigent des conditions pour un cessez-le-feu, à la différence de ce qui s'est passé précédemment, lorsque l'ennemi attaquait et que d'autres pays (principalement l'Egypte) œuvraient en tant que médiateurs, fondamentalement sur les positions d'Israël.

Actuellement, les sionistes avancent leurs positions pour un cessez-le-feu, mais les Palestiniens également. Actuellement, les Israéliens peuvent attaquer, mais les Palestiniens également. La situation a changé. Ce n'est plus comme avant quand les Palestiniens ne faisaient qu'appeler à l'aide.

Lorsque cette guerre prendra fin, que le siège sera levé, de nombreux prisonniers seront libérés et un nouveau rapport de force sera établi.

Ainsi, ils devront longuement réfléchir avant d'attaquer à nouveau Gaza.

**Que penses-tu des réactions internationales ?**  
Au niveau des gouvernements, principalement aux Etats-Unis et en Europe, la situation est comme d'habitude incroyablement néfaste, dans la mesure où ces forces impérialistes qui ont aidé à la constitution d'Israël et, depuis, à son maintien se sont de nouveau rangés de son côté.

Cependant pour ce qui concerne l'opinion publique internationale la situation est différente. Je suis heureux de voir que de grandes manifestations, des grèves des mouvements de masse, des mouvements de solidarité avec les Palestiniens et de rejet des massacres perpétrés par Israël ont eu lieu à travers le monde.

Cela signifie que l'opinion publique commence à se rendre compte de la réalité du régime sioniste raciste d'Israël.

### Quelle est la solution, selon toi ?

La solution pour un cessez-le-feu, c'est que soit mis un arrêt aux attaques israéliennes, que le siège soit levé, que les prisonniers soient libérés et que les habitations et infrastructures détruites soient reconstruites.

Finalement, la solution c'est que l'on revienne à la Charte de l'OLP et à son paragraphe traitant d'un seul Etat démocratique en Palestine, offrant une citoyenneté unique, avec le retour des réfugiés sur leur terre d'origine, un Etat où il n'y aurait aucune distinction de religion, de race, de couleur, ou de quelque ordre que ce soit. C'est ainsi que nous pourrions mettre fin à la guerre, vivre ensemble en paix et ainsi garantir un avenir radieux à nos enfants.

### Que penses-tu de l'attitude de Mahmoud Abbas ?

En tant que président des Palestiniens (OLP et Autorité palestinienne), il devrait se soucier de leur sort.

Sa longue expérience des négociations devrait l'amener à la conclusion qu'Israël ne veut pas la paix ni d'un Etat indépendant.

C'est la raison pour laquelle il doit changer de cap, en commençant par la convocation d'une réunion de toutes les factions palestiniennes afin de discuter de toutes les solutions possibles débouchant sur une nouvelle stratégie face à celle des sionistes.

Le 22 juillet 2014 ■

## RÉFORME TERRITORIALE

## Victoire à la Pyrrhus pour le gouvernement

Le gouvernement Hollande-Ayrault avait décidé de faire passer, coûte que coûte, sa réforme territoriale. Le premier des deux projets de loi a donc été soumis en première lecture à l'Assemblée nationale. Après un débat d'une violence telle que la presse s'en est tenue à un silence pudique, le gouvernement, représenté par le ministre de l'Intérieur, Cazeneuve, a donc pleinement mis à profit les institutions de la V<sup>e</sup> République pour atteindre son objectif : son projet a été voté à l'arraché, avec l'appui de députés UMP et, surtout, en passant outre aux objections et oppositions de nombreux élus de sa propre majorité, à commencer par des socialistes, les écologistes s'abstenant.

André Yon

Ce premier projet de loi (1) redessine la carte des régions en en ramenant le nombre de 22 à 13. Chaque conseil général aurait la possibilité de contester la place de son département dans cette carte, en utilisant un « droit d'option », le 1<sup>er</sup> janvier 2016, à la condition, quasi irréaliste, de rassembler une majorité des trois cinquièmes en son sein et aussi dans les conseils régionaux, tant de la région de départ que de celle d'arrivée.

## POURQUOI DE « GRANDES RÉGIONS » ?

Il s'agit, répond le ministre Cazeneuve, de réaliser la « modernisation de l'architecture de nos collectivités territoriales, dont notre pays a besoin pour se moderniser et assurer le développement de son économie ». Il faudrait atteindre la « dimension européenne pour créer les conditions de la compétitivité, de l'emploi et de la croissance ». Ce serait le moyen de parvenir à une « gestion plus souple des personnels » et de « faire monter en puissance les intercommunalités ».

Des régions à l'échelle européenne ? Autrement dit, des régions si puissantes qu'elles seraient en position de s'emanciper du « carcan » des lois et réglementations nationales, telles que le Code du travail, le statut de la fonction publique ou la Sécurité sociale. « Davantage de souplesse dans la gestion des effectifs locaux » ? En réalité, la suppression massive de postes et de services permettant de justifier la baisse des dotations de 11 milliards aux collectivités territoriales d'ici à 2017, fixée par le pacte de responsabilité. « Clarifier les compétences des collectivités locales » et donc supprimer les départements et réduire les communes à des coquilles vides...

## UNE CRISE AGGRAVÉE DE TOUS LES APPAREILS POLITIQUES

Le choc est si violent que l'appel de Cazeneuve lancé à l'ensemble des députés à « coproduire » la réforme, au nom, bien entendu, du « seul souci de l'intérêt général », a très concrètement déchaîné un débat dont la marque a été l'éclatement de tous les partis, à commencer par celui de la majorité au pouvoir.

Les arguments des 78 députés inscrits, un record, paraît-il, pour ou contre le rattachement de la Picardie au Nord-Pas-de-Calais, du Limousin au Poitou-Charente et à l'Aquitaine, de la Loire-Atlantique à la Bretagne, etc., sont moins significatifs que la manière dont ils se sont dégagés, dans ce débat, du cadre de leurs propres

appareils et, en même temps, du cadre républicain national lui-même. Comme l'a rappelé René-Gérard Schwartzberg, radical de gauche, ancien ministre de Mitterrand et membre de la majorité Hollande : « Le fait que 5 des 6 présidents de groupe à l'Assemblée nationale ne votent pas un texte présenté pourtant comme la mère des réformes mérite réflexion. »

Xavier Bertrand a cité abondamment le général de Gaulle, premier artisan, selon lui, de régions fortes, pour venir en aide au gouvernement, craignant que « cette réforme ne finisse par accoucher d'une souris ». Il a mis le doigt sur ce qui était présent dans toutes les têtes, en évoquant les Alsaciens, « précurseurs en tendant à créer une assemblée d'Alsace ». On sait comment les Alsaciens ont fait en réalité capoter ce projet, pourtant consensuel dans les sommets à Paris ! Depuis, l'absentéisme, immense, a confirmé combien lui et tous ses collègues étaient au bord du gouffre...

L'ancien ministre UMP Dominique Bussereau a lui aussi tendu la main à Cazeneuve et consorts, en rappelant que « l'important pour une région n'est pas d'être grande, mais d'être dotée d'une métropole régionale ». Manière de préciser que tous, aux ordres de l'Union européenne, s'accordent sur la dislocation de la République, les métropoles, garantissant, comme pour le Grand Lyon, la suppression des départements et la vassalisation des communes.

Les députés du Front de gauche ont dénoncé « un séisme contre la République » et les revirements du président qui avait promis, il y a quelques mois, qu'il n'était pas question de supprimer les départements. Ils ont montré les conséquences désastreuses d'une telle contre-réforme pour les communes et les services publics.

Leurs appels à un « grand débat public national conclu par un référendum » ne sauraient pour autant faire oublier que seule l'exigence du retrait des projets du gouvernement peut rassembler dans l'unité les élus, les agents territoriaux et les citoyens qui, par millions, rejettent la destruction conjointe de la démocratie républicaine et des conquêtes sociales. ■

(1) Le second projet de loi, rédigé par les ministres Vallini et Lebranchu, et « portant nouvelle organisation territoriale de la République » sera examiné à l'automne. Il fait passer le seuil obligatoire des intercommunalités de cinq mille à vingt mille habitants, donne aux régions le pouvoir de produire du droit et vise la suppression des départements.

## Dix jours après la conférence sociale

## Le budget rectificatif de la Sécurité sociale est retoqué au Sénat

Quelques jours à peine après l'appel vibrant de Manuel Valls à l'union nationale, le gouvernement vient d'essayer un vote négatif au Sénat sur le projet de loi de financement rectificative de la Sécurité sociale.

Ce projet de loi, on le sait, constitue l'arme de destruction de la Sécurité sociale. En effet, il organise l'allègement massif des cotisations patronales, avec la baisse du taux des cotisations allocations familiales, la suppression totale des cotisations sur les salaires entre 1 et 1,3 SMIC. Il organise également des coupes massives dans les prestations de la Sécurité sociale, en particulier par le blocage des retraites supérieures à 1 200 euros.

A priori, aucun problème pour Hollande et Valls. Les sénateurs UMP avaient, en effet, annoncé, dès le début du débat, qu'ils s'abstiendraient, parce que, « malgré son insuffisance, c'est un timide premier pas dans la bonne direction ». Le gouvernement pouvait donc compter sur la droite, comme pour la contre-réforme des retraites. Et, pourtant, ce n'est pas ce qui s'est passé.

D'abord, il faut rappeler que, au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie, le 11 juin, il ne s'est pas trouvé une seule confédération syndicale pour approuver ce projet de loi. Bien qu'énergiquement soutenu par le patronat, il a été retoqué par le conseil. Les représentants de la CFDT ont préféré ne pas lier le sort de leur organisation à une opération aussi ouvertement liquidatrice.

Une situation qui n'est pas sans conséquence sur l'état d'esprit des députés et des sénateurs.

Déjà, à l'Assemblée nationale, le Premier ministre a dû faire des pieds et des mains pour obtenir que les députés PS gênés par le contenu meurtrier de cette loi ne votent pas contre (voir notre numéro 309).

Et, depuis, comme l'a fait remarquer un sénateur PCF : « L'examen de ce projet de loi de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2014 survient peu après la troisième conférence sociale, qui, c'est le moins que l'on puisse dire, n'a pas satisfait les organisations syndicales de salariés. » Très juste.

La conférence sociale, présentée, hier, par le gouvernement comme la panacée, a bien été marquée par le refus des confédérations FO et CGT de participer à la mise en œuvre du pacte de responsabilité au travers des tables rondes.

De nombreux sénateurs PCF, RDSE et même Verts, ont tout fait pour essayer de rendre le projet moins brutal en tentant d'obtenir des contreparties aux cadeaux faits aux patrons. Leurs efforts ont été vains.

Pour le sénateur PS de Paris, Jean-Pierre Caffet : « Au total, les prélèvements sociaux diminueront de près de 9 milliards d'euros en 2015. C'est là une baisse sans précédent pour une seule année » (débat des 15 et 16 juillet). C'est la seule chose qui compte.

Aux sénateurs PCF et Verts, rejoints par quelques sénateurs PS, choqués par la décision gouvernementale de supprimer jusqu'aux cotisations accidents du travail pour les salariés les moins payés (voir notre numéro 304), le gouvernement a répondu tout simplement que « la proposition de supprimer les exonérations de cotisations AT-MP serait préjudiciable en ce qu'elle réduirait le montant de l'exo-

nération accordée et empêcherait tout bonnement la mise en œuvre du dispositif "zéro charge au niveau du SMIC" ». Certains, comme la sénatrice PS de Paris, Marie-Noëlle Lienemann, se sont inquiétés de ces cadeaux sans contrepartie : « Mais que ferez-vous lorsque vous décou-

vrerez des cas comme celui de Colgate-Palmolive ? Alors que ce groupe vient de percevoir 450 000 euros au titre du CICE cette année et que, par le biais des prix de transfert, il fait passer en Suisse, où se trouve son siège européen, toute une partie des bénéfices qu'il réalise, il va réduire de cinquante le

nombre d'emplois en France ! » La réponse a été résumée par le sénateur PS de l'Aisne, qui a rejeté l'amendement supprimant les allègements pour les contrats à temps partiel : « La commission a émis un avis défavorable sur l'amendement qui vise à exclure les contrats à temps partiel des allègements de cotisations. Comme ceux qui le suivent, il tend à introduire une conditionnalité dans le bénéfice des allègements qui ne va pas dans le sens de la confiance, mot qui est au cœur du pacte de responsabilité. »

Circulez, il n'y a rien à voir ! C'est clair, c'est net. Il ne doit plus rester aucune « charge » sur les salaires. Il s'agit d'une attaque brutale, globale contre ce que la classe ouvrière a conquis en 1945, le financement de la protection sociale par le salaire différé.

Contrarié de se voir contesté à gauche, le gouvernement a même imposé un vote bloqué pour se débarrasser des amendements pourtant mineurs qui lui étaient opposés.

Au point que les sénateurs UMP, dénonçant le passage en force, décident finalement de voter contre le projet.

Le ministre du Travail a beau s'agripper à l'idée que « la conférence sociale a été un vrai succès », le refus de la CGT, de Force ouvrière, de la FSU et de SUD de répondre à la proposition gouvernementale de s'associer à la destruction des acquis sociaux n'a pas fini de se répercuter dans tous les aspects de la situation politique. ■

Nicole BERNARD

## “Les retraités mis à contribution” (Marisol Touraine)

Ces cadeaux aux patrons sont entièrement financés par toute la population au travers de la réduction des prestations et, en particulier, des retraites, ce dont plusieurs sénateurs ont souligné l'impact pour les personnes âgées et leurs enfants !

Contrairement, pour obtenir le vote majoritaire de l'Assemblée nationale, de ne pas bloquer les retraites inférieures à 1 200 euros, la ministre ne se gêne pas pour livrer le fond de sa pensée : « Je ne veux pas sous-estimer l'effort que cette mesure peut représenter pour les retraités concernés, même si le contexte de très faible inflation en limite la portée. Néanmoins, je veux indiquer que l'ensemble du pays consent aujourd'hui à un effort pour l'emploi, en particulier pour l'emploi des plus jeunes. Cet effort est limité, mais significatif, de sorte que, seuls, les retraités dont la pension globale est supérieure à 1 200 euros seront mis à contribution. »

Les retraités apprécieront certainement d'entendre la deuxième fortune du gouvernement les rappeler à un peu de solidarité ! Et cela, sans parler des ponctions dans le financement des hôpitaux, des transports sanitaires, etc.

## A PARAÎTRE

Dans notre prochain numéro, un entretien avec des facteurs du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris après leur grève de 51 jours.

Abonnez-vous à Informations ouvrières ! Tribune libre de la lutte des classes

10 numéros, 12 euros (formulaire d'abonnement page 12)

## DERNIÈRE HEURE

29 députés (sur 577 !) ont revoté tranquillement le budget de la Sécurité sociale, le 21 juillet au soir (8 votant contre), pour que tout soit bouclé avant les congés parlementaires !

APRÈS LA SUSPENSION DE LA GRÈVE À LA SNCM

## Interview de Frédéric Alpozzo, secrétaire général du syndicat CGT des marins de Marseille

Mercredi 9 juillet, après seize jours de grève, à l'appel des organisations syndicales CGT, CFE-CGC, FO, CFDT, CFTC et SAMMM des marins, sédentaires et officiers de la SNCM, était signé en préfecture des Bouches-du-Rhône, à Marseille, par le préfet de région et Gilles Bélier — mandaté par le gouvernement pour une « mission de conciliation » — un « relevé de décisions ».

C'est sur les éléments listés dans ce document que s'est prononcée, le 10 juillet, l'assemblée des grévistes, qui a abouti au vote favorable à la « suspension de la grève ».

**Quels sont les éléments, dans ce relevé de décisions, qui ont conduit à ce vote ?**

Il y a eu décision de suspendre la grève, car le conflit a changé de nature. Nous partions d'un engagement gouvernemental, renouvelé, avec date butoir pour sa mise en œuvre au 30 juin.

Je rappelle que ces engagements du gouvernement, qui datent des 8, 9 janvier et 31 mars 2014, étaient portés par les plus hautes responsabilités nationales, Hollande, Ayrault, et, sur le plan local, par Vauzelle et Carlotti (1). Engagement dans un plan industriel, dit « plan long terme », qui contenait toute une série d'efforts de la part des personnels, dont 500 postes supprimés, une augmentation de la productivité, avec, par exemple, le passage de 178 à 196 jours en mer, soit dix-huit de plus. Le conflit a changé de nature parce que le gouvernement a brusquement, avec la lettre de Cuvillier (2) du 4 juillet, décidé d'assumer la mise en œuvre de ses choix ultralibéraux et de renier les engagements d'intérêt général. Il s'agit d'un virage et d'une méthode de gouvernement que l'on peut qualifier de mensonge d'Etat, et qui constitue une rupture du pacte républicain.

Et ils parlent de « pacte de responsabilité » ! La CGT et FO ont bien eu raison de refuser de signer dans cette « conférence sociale », car le pacte républicain a volé en éclats et le dialogue social n'existe pas ! Même le gouvernement précédent n'avait pas agi de la sorte, car par exemple, en 2011, après quarante-cinq jours de grève, la négociation s'est située dans le cadre de l'intérêt général. Aujourd'hui, Hollande, Valls et Cuvillier se rangent directement aux côtés de Transdev et de Veolia, avec la complicité de leurs députés qui contrôlent la Caisse des dépôts. Or, publiquement — lors de l'émission « La Voix est libre » —, la députée Carlotti avait assuré que les députés socialistes soutenaient la SNCM, avec le plan long terme et la commande des navires, ainsi que le décret de loi « Etat d'accueil » antidumping.

Donc, il est clair que l'on a assisté à un revirement hallucinant, où le Premier ministre, M. Valls, exprime nettement sa volonté, dans le cadre de sa politique d'austérité, de voir disparaître la SNCM, c'est-à-dire ouvrant directement la porte pour le versement des subventions publiques à la compagnie low cost Corsica Ferries (lire notre précédent numéro), et à d'autres chargées de mettre en œuvre la délégation de service public. Cela implique aussi le retrait de l'Etat actionnaire et l'utilisation de l'enveloppe de subven-



Photo DR

(...) La poursuite du conflit conduisait à une impasse, et nous avons obtenu quatre mois, (...) dont se sont saisis les salariés de la SNCM pour poser tous les éléments et les impacts réels de la situation de la SNCM sur les acteurs économiques, dont toute la filière et les transporteurs corses, avec qui nous n'avons jamais cessé d'avoir des relations durant cette grève

tions de la continuité territoriale à d'autres fins. C'est, enfin, permettre aux armateurs de ne plus appliquer le pavillon français de premier registre, ni même le décret « Etat d'accueil ». Un revirement qui signifie ouvertement que la gauche ne peut plus réussir avec ce gouvernement, ni avec le PS. Dans ces conditions, la poursuite du conflit conduisait à une impasse, et nous avons obtenu quatre mois, un espace, comme une sorte de « trêve », dont se sont saisis les salariés de la SNCM pour poser tous les éléments et les impacts réels de la situation de la SNCM sur les acteurs économiques, dont toute la filière et les transporteurs corses, avec qui nous n'avons jamais cessé d'avoir des relations durant cette grève.

**S'ouvre donc cette phase de discussion, ses « quatre chantiers », et en même temps, tu fais toi-même référence au « pacte de responsabilité » et à sa « conférence sociale », dont tu soulignes qu'il est rompu.**

Nous agissons, comme organisation syndicale, avant tout pour la défense de l'emploi. Et pendant ce délai, il n'y a pas mise en œuvre de la procédure de redressement judiciaire. Nous maintiendrons l'exigence de publication du décret « Etat d'accueil », car toutes les com-

pagnies sont concernées, la Méridionale comme le remorquage. Mais ce qui est en jeu, c'est l'affirmation d'un choix politique ultralibéral. Or il apparaît qu'il n'y a pas d'opposition efficace face à ce gouvernement. Il n'y a pas d'opposition affirmée et affichée contre ce gouvernement sur des bases de transformation sociale et écologique dans le respect et la défense de nos valeurs républicaines. Il y a de la critique, mais pas d'opposition. Vouloir changer de politique avec ce gouvernement et le Parti socialiste actuel, c'est comme vouloir « moraliser » le capitalisme, et ça, ça doit interroger tous les militants du Front de gauche qui incarne l'espoir pour beaucoup.

**Informations ouvrières a notamment publié « l'appel des 350 » militants ouvriers de toutes tendances qui, ensuite, dans le cours de la grève, ont été nombreux à intervenir dans leurs instances syndicales pour qu'elles adoptent des prises de position de soutien. Ce mouvement important de solidarité interprofessionnelle et intersyndicale n'indique-t-il pas la voie permettant la réalisation d'un large front capable de mettre en échec la politique de casse de l'emploi et des statuts ?**

Ce front est de toute façon utile et peut s'affirmer si, effectivement, il se traduit par une convergence des luttes. Mais ça n'est pas simple et ça se construit. Je pense que c'est l'enjeu de l'espace des prochains mois qui sont devant nous. Et, dans le même temps, nous allons aussi mener des actions sur le terrain juridique, nous allons saisir un juge d'instruction pour que soient pris en compte tous les éléments qui ont conduit à la situation actuelle et qui n'ont rien à voir avec le fruit du hasard ou avec « les méchants grévistes et leurs méchants syndicats ».

Vendredi 18 juillet ■

(1) Michel Vauzelle : député et président (PS) de la région PACA. Marie-Arlette Carlotti : députée (PS) des Bouches-du-Rhône.  
(2) Secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et la Pêche.

RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

## Aucun problème n'est réglé, tout va ressurgir dès la rentrée

Le ministre Benoît Hamon, confronté à un rejet massif de la réforme des rythmes scolaires, première étape de la réforme territoriale, répète que la réforme sera appliquée à la prochaine rentrée dans toutes les écoles du pays. Selon lui, toutes les communes ont transmis un projet aux autorités dépar-

tementales de l'Education nationale. Rappelons que son prédécesseur nous avait prédit la même chose pour la rentrée 2013, puis avait dû revoir ses objectifs à la baisse pour finalement atteindre péniblement 18 % d'écoles au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Pourtant, aucun des problèmes n'est réglé. Qu'ils soient de nature statutaire pour organiser les remplacements ou le service des stagiaires, etc. Qu'ils soient de nature financière pour les communes, ou d'organisation (recrutement d'animateurs, utilisation des salles de classe, du matériel scolaire, respect des règles de sécurité à l'entrée des écoles, respect de la laïcité, alors que dans certaines communes, les mairies ont recours à des centaines de bénévoles associatifs pour animer les activités périscolaires) ; ni le décret Hamon dit « d'assouplissement » du décret Peillon, ni les multiples projets compliqués des mairies n'ont apporté le moindre début de réponse ou de solutions.

**Ni le décret Hamon dit « d'assouplissement » du décret Peillon, ni les multiples projets compliqués des mairies n'ont apporté le moindre début de réponse ou de solutions**

**LE 22 MAI DERNIER, L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE ALERTAIT ENCORE LE MINISTRE...**

Ainsi, dans un communiqué du 22 mai dernier, l'Association des maires de France (AMF) posait le problème du transfert de charges de l'Etat sur les collectivités territoriales : « La compétence de l'Etat en matière d'organisation du temps scolaire justifierait qu'il assume totalement ses responsabilités. » Elle posait également la question du respect de la souveraineté des communes : « Les activités périscolaires sont une compétence non obligatoire des communes. Il convient donc de laisser à celles-ci la plus grande liberté pour les organiser selon les modalités qu'elles définissent localement. »

Pour conclure, elle « alerte le gouvernement sur les obstacles rencontrés » et demande « un véritable assouplissement du calendrier », « l'AMF ne pouvant accepter que soient mises à la charge des communes de nouvelles dépenses non compensées ».

**... QUI EN RETOUR MENACE LES ÉLUS...**

Le 26 mai dernier, conscient de la très grande résistance à sa réforme, le ministre, dans *La Gazette des communes*, menace les élus : « L'Etat pouvait parfaitement imposer les neuf demi-journées sans discuter », tout en prenant la mesure de la situation : « Un maire ne peut pas plus faire obstacle à ce qui ne relève pas de sa compétence, de ses prérogatives et de son pouvoir (le temps scolaire), qu'un ministre ne peut obliger les communes à organiser le temps scolaire. »

**... ET SE TROUVE CONFRONTÉ À DES MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENTS ET GRÈVES AU COURS DES MOIS DE MAI ET JUIN**

Le ministre feint d'oublier que la mobilisation qui s'est poursuivie tout au long des dix-huit derniers mois a vu sa traduction dans les votes contre le décret Hamon des fédérations FO, FSU, CGT et SUD au Conseil supérieur de l'éducation et au Comité technique ministériel du 5 mai.

l'inspection académique du Var, le 18 juin, à l'appel du SNUDI-FO, de la CGT et de la FSU ; après les 70 % de grévistes le 3 juin à Montreuil à l'appel du SNUDI-FO, du SNUipp-FSU et de la CGT, et la grève reconduite trois jours durant à Angers à l'appel du SNUDI-FO, du SNUipp-FSU et de la CGT.

Le 26 juin, à l'annonce des modifications de leurs emplois du temps au 1<sup>er</sup> septembre, modifications consécutives à la mise en œuvre de la réforme, les employés municipaux se sont mis en grève à près de 70 % à l'appel de la CGT services publics dans la commune de Noisy-le-Grand.

Le 26 juin, à l'annonce des modifications de leurs emplois du temps au 1<sup>er</sup> septembre, modifications consécutives à la mise en œuvre de la réforme, les employés municipaux se sont mis en grève à près de 70 % à l'appel de la CGT services publics dans la commune de Noisy-le-Grand.

**LE SNUIPP-FSU FACE À SES RESPONSABILITÉS**

C'est dans cette situation que le SNUipp-FSU a refusé de participer à la rencontre des fédérations syndicales de l'Education nationale du 26 mai dernier, tout en indiquant : « Nous pensons qu'une action de haut niveau sera nécessaire dans le cadre unitaire le plus large », mesurant parfaitement la détermination des enseignants, des parents, des agents territoriaux à mettre en échec cette réforme. Détermination qui a trouvé une expression, notamment, à l'occasion des récents CDEN, à quelques mois des élections de représentativité dans l'enseignement le 4 décembre prochain.

Ainsi, au CDEN du Maine-et-Loire le 3 juillet, FO vote contre, CFDT, UNSA s'abstiennent. La FSU fait le choix d'être absente. Dans le Val-de-Marne, FO, FSU, SUD, FCPE, PEEP et UNSA votent contre les horaires proposés, la CFDT s'abstient. En Indre-et-Loire, le CDEN rejette le projet du directeur académique par 10 voix contre, 6 abstentions et 6 pour...

**UN COMITÉ DE SUIVI QUI A DISPARU**

Dans cette situation, le comité de suivi de la réforme des rythmes scolaires, mis en place par Vincent Peillon pour associer les organisations syndicales à la mise en œuvre des décrets Peillon (puis Hamon), a très vite épuisé ses limites et ne s'est plus réuni depuis le mois d'avril, à l'image de la conférence sociale à laquelle la CGT, FO, SUD et la FSU ont refusé de participer.

**SE REGROUPER POUR COMBATTRE**

A n'en pas douter, les enseignants, les agents territoriaux chercheront, dès la rentrée, à se regrouper avec leurs syndicats et avec les parents pour imposer la revendication d'abrogation des décrets Peillon-Hamon pour préserver l'école publique et le droit à l'instruction.

## SNCF

## Interview

## "Ce mouvement vient de loin"

Fabien Tournillon, secrétaire du syndicat CGT des cheminots de Grenoble, revient sur la grève du mois de juin.

**Comment se sont passées les assemblées générales pendant la grève ?**

Il y a environ 600 cheminots sur le secteur de Grenoble. Des syndicats CGT sont présents sur les sites de Grenoble, Voiron et Saint-Marcellin.

Pendant la grève, nous avons tenu des assemblées générales tous les jours sur Grenoble, sauf le week-end, avec en moyenne une centaine de cheminots.

Les syndiqués CGT se réunissaient avant en assemblée générale pour discuter des dernières informations et décider démocratiquement de la position du syndicat. Beaucoup de jeunes syndiqués y ont participé.

Pendant les assemblées générales, les syndicats présents sur le site, CGT et SUD, s'exprimaient, les cheminots débattaient et votaient à bulletin secret pour la poursuite de la grève. Les prises de parole et les volontaires pour les piquets de grève du matin ont été nombreux.

La direction n'était pas habituée à cette mobilisation, et tous les matins, un huissier était présent devant les piquets de grève ; mais nous avons respecté la loi.

Nous avons reçu beaucoup de motions de soutien de l'interprofessionnelle. Ça fait du bien !

L'union départementale CGT était présente à toutes les assemblées générales et nous a permis d'organiser des initiatives telles qu'une prise de parole sur le Critérium du Dauphiné et un rassemblement devant la préfecture de l'Isère.

Le mouvement aurait pu prendre une autre tournure si la confédération avait avancé la mobilisation du 26 juin pendant la grève, afin d'élargir la mobilisation aux autres secteurs d'activité.

**Quelles ont été les discussions ?**

Ce mouvement vient de loin. Les cheminots tiennent au service public. Voilà des années qu'il y a des suppressions de postes, de lignes, qu'il n'y a plus de cheminots dans certains postes d'aiguillage.

La ligne des Alpes est menacée de fermeture.

Depuis 2011 et les « assises du ferroviaire », nous avons informé, fait des actions. Tout le monde était au courant, c'est pour cela que la grève a été si forte sur Grenoble. A la CGT, nous

Photo correspondant



Cheminots en grève à la gare de Grenoble.

avons un projet de réforme depuis dix-huit mois : « La voie du service public ». En décembre 2013, à l'initiative de la CGT, nous avons construit une plateforme unitaire avec l'UNSA et SUD sur la base de notre projet. Au début du conflit, nous voulions peser sur les amendements pour faire aboutir nos revendications, à savoir une seule entreprise publique SNCF, la requalification de la dette en dette d'Etat et la recherche de financements nouveaux, le maintien de notre RH077 (réglementation du travail — NDLR) et de notre statut, une réelle prise en compte du fret SNCF. Maintenant que la loi est votée, nous demandons son retrait.

Le secrétaire de notre fédération parle « d'enfumage » à propos de l'amendement qui a été voté : un « employeur unique » mais toujours trois entreprises ! Or nous savons très bien que l'EPIC de tête risque de sauter. L'amendement n'est pas rassurant.

Aujourd'hui, 30 % des embauches se font hors statut. La convention collective doit être égale à minima au statut et au RH077. Nous cherchons à contrer une libéralisation et à conserver le service public.

La convention collective était prévue pour entrer en vigueur en juillet 2015 au plus tard, avec la suppression du RH077. C'est repoussé en 2016. Sur ce point, il faudra mener la bataille, comme sur la déclinaison de la réforme dans les négociations de branche sur les métiers et les décrets d'application.

**Comment ressens-tu l'état d'esprit des cheminots aujourd'hui ?**

Lors de l'assemblée générale des syndiqués du mardi 25 juin, nous étions encore vingt-cinq. Nous avons dit lucidement que nous ne voulions pas entraîner les gars dans le mur, compte tenu de la reprise massive du travail sur l'ensemble du territoire.

Une grosse partie voulait continuer, mais on a convenu de suspendre à partir de mercredi 25 juin. Il y avait encore soixante-cinq cheminots à la dernière assemblée générale.

Quarante et un ont voté pour la proposition, quatorze pour continuer, les autres se sont abstenus. Nous pouvons dire que nous avons fini « avec le sourire ». Par rapport à d'autres conflits où nous avons perdu, comme pour les retraites, il y a la certitude du travail bien fait, sans regret. Depuis 2010, des jeunes ont pris des responsabilités, le syndicat fonctionne bien.

Nous nous sommes encore plus renforcés dans cette grève, des cheminots nous ont rejoints, des syndiqués sont devenus militants. Ce n'est pas une fin de grève dans le découragement. Il va falloir continuer à se battre et s'appuyer sur la jeunesse, car en face, avec l'aide de la CFDT, qui s'est clairement positionnée du côté de la direction, ils ne veulent pas lâcher. Mais la direction devra tenir compte de cette jeunesse qui va constituer le corps social de la SNCF pour les prochaines années.

Propos recueillis par nos correspondants ■

## Catastrophe de Brétigny-sur-Orge

## Un an après, où en sommes-nous ?

Il y a un an, une catastrophe ferroviaire, à Brétigny-sur-Orge en région parisienne, faisait sept morts et des dizaines de blessés.

Cet accident restera gravé à jamais dans les mémoires des cheminots et des usagers.

Tous les cheminots sont formés pour mettre au centre de leurs préoccupations la sécurité des circulations, des usagers, du personnel, avant toute autre considération.

La pire des choses pour un cheminot est d'être un jour confronté à l'accident ferroviaire

Un an après, où en sommes-nous ?

Les rapports se succèdent, remettant en cause l'état du réseau ferré en France, son entretien, sa fiabilité. Ainsi, le rapport des experts judiciaires, rendu public le 7 juillet, pointe « l'état de délabrement » très avancé et met sévèrement en cause des « prescriptions de maintenance », « inadaptées » et « insuffisantes ».

D'après eux, si ce train Paris-Limoges n'avait pas déraillé le 12 juillet 2013, un accident apparaissait inévitable à terme. « Si l'éclisse intérieure n'était pas venue se loger dans la lacune du cœur, le déraillement serait sans aucun doute arrivé quelques trains plus tard », écrivent-ils.

Il n'existe pas une région où les besoins ne soient criants, où les vitesses de circulation ne soient pas abaissées pour raison de délabrement du réseau. Ce réseau ferré public, qui était la fierté des cheminots français, a subi la politique de rigueur des gouvernements successifs aux ordres de l'Union européenne.

**"Au lieu d'aller vers une réunification du système ferroviaire, le gouvernement français a fait le choix d'éclater en trois la SNCF"**

Les effectifs ont fondu comme neige au soleil, notamment après la séparation, en 1997, de l'infrastructure, avec la création de Réseau ferré de France (RFF) qui scellait la division de l'entreprise historique de service public qu'est la SNCF.

Force est de constater que depuis un an, date de la catastrophe de Brétigny, rien n'a fondamentalement changé. Les effectifs dans les filières infrastructure, comme dans tous les métiers, n'ont pas évolué à la hausse, comme chacun aurait été en droit de l'exiger.

Pis, au lieu d'aller vers une réunification du système ferroviaire, le gouvernement français a fait le choix d'éclater en trois la SNCF en créant trois établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), un EPIC de tête, un EPIC dit « transporteur », enfin un EPIC « SNCF réseau » qui n'est rien d'autre que le renforcement de RFF, répondant en cela aux exigences de Bruxelles. La contre-réforme est donc euro-compatible, comme se plaît à le rappeler le secrétaire d'Etat aux Transports, Frédéric Cuvillier.

Alors que l'accident mortel d'il y a un an aurait dû inciter à une vraie réunification de la SNCF, avec le retour au monopole public d'Etat, c'est bien à son contraire que nous assistons.

En juin dernier, dans la grève, unis avec leurs organisations CGT, FO et SUD, les cheminots ne se sont pas trompés lorsqu'ils exigeaient le retrait du projet de loi de réforme ferroviaire. Rappelons-le, cette réforme porte en elle une attaque frontale contre le statut, contre la réglementation SNCF, ainsi que le non-règlement par l'Etat de la dette du ferroviaire (qui reste donc la dette du ferroviaire), qui est source d'économies, y compris sur l'entretien et la réparation du réseau. Enfin, elle organise le basculement de 50 000 cheminots de l'infrastructure SNCF vers « SNCF réseau », qui n'est ni plus ni moins que le RFF d'aujourd'hui.

Sommes-nous si loin que cela du film de Ken Loach, *The Navigators*, dénonçant la privatisation des chemins de fer britanniques et ses conséquences sur l'entretien du réseau ferré et sa sécurité ?

Cet accident de Brétigny est l'accident de trop. Les cheminots, les usagers ne veulent pas d'un ferroviaire du « risque calculé ». Ils veulent le retour à une SNCF sûre, une SNCF publique. Pour cela, il faut rompre avec l'Union européenne et exiger l'abrogation de la loi qui vient d'être adoptée !

Correspondant SNCF ■

## Le 7 juillet, 6 000 avocats ont manifesté à Paris

L'appel du Syndicat des avocats de France (SAF), de l'Ordre des avocats, de la Conférence des bâtonniers, rejoints par le Conseil de l'Ordre de Paris, les avocats étaient appelés à cesser toute activité le 7 juillet, et à manifester en robe depuis le siège du Conseil national des barreaux (CNB) jusqu'à Matignon.

La non-revalorisation du financement de l'aide juridique tant promise par la garde des Sceaux remet en cause aujourd'hui, purement et simplement, l'activité.

« Nous défendons la possibilité pour chaque justiciable d'avoir accès à un avocat gratuitement s'il n'est pas en mesure de pouvoir payer ses honoraires », explique une avocate parisienne.

Dans son appel, le SAF explique : « Dans une société démocratique, l'ac-

Photo DR



La manifestation des avocats à Paris, le 7 juillet dernier.

cès à la justice pour tous est un droit fondamental dont l'Etat doit assurer l'effectivité. Son financement relève de la solidarité nationale.

L'insuffisance du budget alloué à l'aide judiciaire :

— ne permet pas aux citoyens les plus précaires d'accéder à la justice ;

— empêche de couvrir tous les champs du droit et d'organiser des permanences, des points d'accès aux droits, des groupes de défense et de conseil

pour répondre aux besoins des justiciables ;

— fragilise les avocats qui acceptent de prêter leur concours à ces missions. » « Il faudrait doubler le budget alloué au financement de l'aide judiciaire afin que nous puissions exercer sereinement notre mission, en accord avec le serment que nous prêtons : exercer ses fonctions en toute « dignité, conscience, indépendance, probité et humanité ». On est loin du compte, poursuit l'avocate parisienne, trop c'est trop, on dit stop. »

Ce rassemblement a été un succès. « J'ai retrouvé des confrères du barreau de Bordeaux, de Montauban, de Lyon... Au lendemain de la manifestation, des annonces ont été faites par le cabinet du Premier ministre et la garde des Sceaux, mais elles restent peu satisfaisantes. Un rapport doit être présenté fin août, nous restons mobilisés et vigilants. » M. B. ■

## En bref...

**Le gouvernement abaisse le taux du Livret A de 1,25 % à 1 %, plancher historique**

La rémunération du Livret A atteindra, au 1<sup>er</sup> août 2014, son plus bas niveau, à la suite de la décision du gouvernement d'abaisser ce taux de 1,25 % à 1 %.

Cette baisse du taux de rémunération du Livret A décidée par le gouvernement, livret qui compte 63 millions de détenteurs, est une nouvelle grave atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs. En décrétant un taux de rémunération de seulement 1 %, le gouvernement suit très précisément les recommandations du gouverneur de la Banque de France. Egalement touchés, les détenteurs d'un livret d'épargne populaire (LEP) dont la rémunération va passer de 1,75 % à 1,50 %.

Il y a un siècle

Cahier spécial  
1914 - 1918

(4)

## La première tragédie du prolétariat allemand

**V**ouloir résumer en quelques lignes plus d'un siècle de lutte des classes en Allemagne n'est évidemment pas possible. Il nous semble néanmoins nécessaire de relever cette réalité constante qui date de la Première Guerre mondiale et prend corps avec elle : c'est la première tragédie du prolétariat d'Allemagne ; depuis, tout a toujours été fait de la part des impérialismes (et évidemment de l'impérialisme allemand lui-même, au premier chef) pour écraser et tenir écrasé le prolétariat d'Allemagne, si puissant et puissamment organisé avant la guerre.

Les socialistes allemands avaient lourdement failli en 1914 en se ralliant à leur bourgeoisie nationale, envoyant des millions d'hommes à la mort. Ils commirent un pas de plus dans l'infamie, terrible, en prenant eux-mêmes la tête de la contre-révolution dans les années 1918-1924, faisant massacrer des milliers d'ouvriers révolutionnaires, décapiter le jeune Parti communiste allemand et assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Ils armèrent à cette fin la pire racaille anti-ouvrière du pays en milices paramilitaires de « corps francs », dont la mission fut de faire supporter à la classe ouvrière les conséquences du traité de Versailles qui disloquait une première fois la nation allemande.

### La peste brune nazie

Ces groupes sinistres de criminels et de voyous portèrent bientôt la chemise brune des sections d'assaut (les SA) nazies, défilèrent sous les oriflammes à croix gammée, portant Hitler jusqu'au pouvoir en 1933, qui façonna son III<sup>e</sup> Reich sur les décombres de tout le mouvement ouvrier.

Un autre drame s'était noué alors, qui avait totalement impuissanté le prolétariat allemand : l'in vraisemblable division des rangs ouvriers que Staline et ses séides de Moscou et de Berlin avaient mise en œuvre, au nom de l'Internationale communiste, affirmant que les premiers ennemis des communistes étaient les socialistes. Il avait été interdit aux ouvriers révolutionnaires allemands, du fait même de la politique criminelle de leurs dirigeants, de combattre politiquement et physiquement la peste brune nazie.

Ainsi, en moins de vingt ans, le prolétariat d'Allemagne avait par deux fois subi, de plein fouet et avec une violence inouïe dans ce XX<sup>e</sup> siècle en



1918.

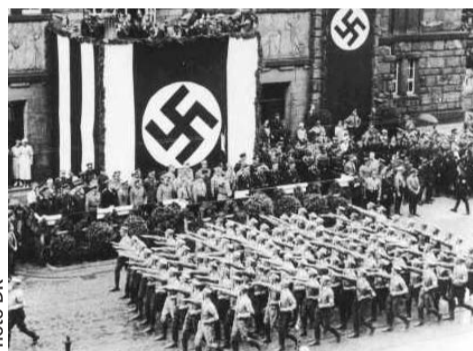
Le cimetière militaire allemand, près de Belleau, dans le département de l'Aisne. A la fin des combats, l'Allemagne a perdu deux millions et demi d'hommes, il y a presque deux fois plus de blessés, d'estropiés, de traumatisés à vie. Cette terrible saignée dans le peuple allemand n'est que le premier acte de son drame, qui occupe une place majeure dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle.

crise, les capitulations des directions qui avaient prétendu le représenter, la social-démocratie et le stalinisme.

Le martyre du peuple allemand se poursuit sous le III<sup>e</sup> Reich, jusqu'à ce que la nation allemande soit anéantie en 1945 et qu'un autre diktat — différent de Versailles mais de même nature — soit imposé à ce pays à Yalta et à Potsdam, les alliés impérialistes et Staline la main dans la main : le démantèlement de l'Allemagne en deux Etats séparés, la guerre froide, presque un demi-siècle de maintien sous le joug conjoint (appelé « coexistence pacifique ») de l'impérialisme occidental et du stalinisme totalitaire.

C'est pourtant le peuple allemand — tout le peuple allemand — qui fit tomber le mur de Berlin en 1989, réunifiant ainsi la nation allemande, son peuple, son prolétariat. Depuis, des coups sérieux ont été portés aux travailleurs, surtout menés par les nouveaux renégats socialistes à la Schröder et à la Hartz, avec la totale complicité des directions syndicales. Mais les derniers événements qui se déroulent dans ce pays clé du cœur de l'Europe indiquent nettement l'importance des luttes ouvrières en cours, dont nous rendons compte régulièrement dans notre journal.

■ François PÉRICARD



Les chemises brunes nazies saluent la prise du pouvoir par Hitler. Le mouvement ouvrier est brisé sans avoir pu combattre. Une nuit d'épouvante et de terreur s'abat sur l'Allemagne. Le pays de Goethe et de Beethoven, celui aussi de Marx et d'Engels, de Karl Liebknecht, de Rosa Luxemburg, semble avoir disparu de la carte des nations civilisées.



Berlin en ruines. Les bombardements alliés ont aussi anéanti totalement Dresde, Hambourg, Cologne et d'autres villes de peu d'importance stratégique, dont les populations civiles, essentiellement ouvrières, ont subi plus de morts qu'à Hiroshima et Nagasaki réunies. Enjeu de la guerre froide, l'Allemagne va ensuite se voir de nouveau coupée en deux.

## Mais en 1989, le mur de Berlin est tombé

C'est le peuple allemand qui l'a abattu, réunifiant ainsi la nation allemande. Mais les travailleurs du pays ont subi, depuis, de sérieuses attaques. Le capital a besoin d'y imposer sa loi, mise en œuvre par ses valets, dirigeants "socialistes" et syndicalistes. La lutte des classes n'a pas disparu pour autant : la classe ouvrière a aussi bloqué de nombreuses offensives. Elle est en train de retrouver la force de pouvoir les briser demain.





## En Allemagne : un prolétariat puissant...

### Aux origines, August Bebel et Wilhelm Liebknecht

August Bebel (1840-1913) incarne l'organisation de la classe ouvrière allemande dans la période de l'essor du capitalisme : cet ouvrier, tourneur dans la métallurgie, entreprend un tour de l'Allemagne dès 1858. Il s'établit par la suite à Leipzig, en 1861, où il adhère à la Société d'éducation ouvrière, dont il devient rapidement l'un des principaux animateurs.

En 1865, Wilhelm Liebknecht (1826-1900), expulsé de Berlin, s'établit à Leipzig et adhère à la Société d'éducation populaire dont Bebel est devenu président.

La rencontre de ces deux hommes, l'un intellectuel et journaliste et l'autre jeune ouvrier autodidacte, marquera l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Bebel participe avec Liebknecht à la fondation du Parti populaire de Saxe, et c'est sous cette étiquette qu'il assume son premier mandat de député au Reichstag en 1867.

Bebel se rapproche alors du marxisme et rejoint la Première Internationale. En 1869, rompant avec le Parti populaire, Liebknecht et lui fondent le Parti social-démocrate des travailleurs allemands, qui se réclame du marxisme. Après Sedan et la proclamation de la République en France, ils s'élèvent contre la poursuite de la guerre franco-allemande, au moment où les troupes de Bismarck appuyaient les soldats de Thiers pour écraser les combattants de la Commune de Paris. Emprisonnés et condamnés, ils utilisent leurs procès comme une tribune pour la diffusion de leurs positions.

### 1893, la social-démocratie, premier parti d'Allemagne

Après la réunification du Congrès de Gotha de 1875 entre les deux branches du mouvement ouvrier allemand, August Bebel et Wilhelm Liebknecht vont jouer un rôle déterminant lors de l'interdiction du mouvement socialiste en 1878. Dans un parti condamné à la clandestinité par Bismarck, le talent d'organisateur de Bebel, qui parcourt des milliers de kilomètres, diffusant ses mots d'ordre tactiques, et son éloquence contraignent toute une Chambre des députés — pourtant farouchement hostile — à l'attention, voire à l'admiration. Il devient le responsable du Parti ouvrier allemand, dont Marx et Engels estiment l'efficacité.

En 1891, au Congrès d'Erfurt, le Parti socialiste adopte un programme s'inspirant des positions de Marx. Dès 1893, le Parti social-démocrate devient le premier parti d'Allemagne.

Tacticien hors pair, Bebel est l'homme des synthèses qui rétablissent l'unité sans que soient mises en cause les orientations de principe. Il va aussi jouer un rôle de premier plan dans la II<sup>e</sup> Internationale. Il a été le bâtisseur patient de la résistance aux lois antisocialistes ; inlassablement, il recrute et participe à convaincre, par son argumentation solide et sa confiance de lutteur tranquille, les masses ouvrières qu'elles doivent prendre en mains leur destin. Wilhelm Liebknecht voit ainsi son nom associé à celui de Bebel, comme l'un des fondateurs et dirigeants du mouvement ouvrier allemand.

François PÉRICARD ■

L'Allemagne a connu, dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, une transformation profonde d'un point de vue économique. Ses importantes ressources en charbon, base de l'économie industrielle de l'époque, comme son développement démographique conséquent (en 1913, elle comptera près de 68 millions d'habitants), la structure ancienne de son développement commercial et bancaire, sont autant d'éléments qui en font l'une des principales puissances capitalistes de l'époque.

La structure sociale de l'Allemagne présente tous les traits d'une société en pleine transformation. Alors qu'en 1871, on recensait un tiers des Allemands dans les villes, les deux tiers y habitent en 1910 ! C'est une population ouvrière dans son écrasante majorité, et elle s'est concentrée dans de très grandes cités. En 1910, on compte vingt-trois villes de plus de 200 000 habitants.

### Près de 70 % de toute la population allemande

La concentration de l'économie entre les mains de quelques magnats d'industrie semble avoir, par la monopolisation des instruments de production dans les mains d'un petit nombre de groupes, créé des conditions nouvelles de travail et d'exploitation.

En 1907, on dénombre 8,64 millions d'ouvriers d'industrie, 1,7 million de salariés du commerce et des transports, 2,3 millions de petits employés de l'industrie et du commerce. Le prolétariat, au sens large du terme, représente environ 68 % de la population totale du pays.

L'augmentation générale du niveau de vie a profité plus particulièrement à une couche relativement mince d'ouvriers hautement qualifiés,



Manifestation contre la guerre en 1911 à Berlin, à l'appel du Parti social-démocrate allemand.

Photo DR

que l'on caractérise généralement comme une « aristocratie ouvrière », dont le rôle ne doit pas être considéré comme toujours conservateur : de ses rangs sortent aussi nombre d'éducateurs et d'organiseurs socialistes, relativement instruits, familiarisés avec la technique et les machines. Ils savent défendre leurs intérêts immédiats et s'organiser, syndicalement comme politiquement. Ce sont souvent eux qui ont été à la tête des luttes puissantes menées par ce prolétariat en construction, qui ont contraint

l'absolutisme prussien incarné par Bismarck à de nombreux reculs, et ont arraché des droits importants dans plusieurs domaines, notamment le premier régime en Europe d'assurances sociales. Cette réalité n'est pas contradictoire avec la place particulière que cette mince couche du prolétariat occupe dans les partis et les syndicats, élément et même socle social de leur tendance à l'opportunisme, comme nous y revenons en page IV.

Henry HALPHEN ■

## ... et puissamment organisé

Le Parti social-démocrate allemand compte en 1914, 1 805 905 adhérents. Ses candidats aux élections législatives de 1912 ont rassemblé plus de 4 250 000 voix et 110 députés socialistes ont été élus au Reichstag.

Les syndicats qu'il a créés comptent plus de deux millions de membres, disposent d'un revenu annuel très important, leur permettant de « tenir » dans les luttes face au patronat. Autour du parti, ses militants ont su tisser un large réseau d'organisations parallèles encadrant, à un niveau ou à un autre, la presque totalité des salariés et s'étendant à tous les domaines de la vie sociale : associations de femmes socialistes, mouvements de jeunes, universités populaires, bibliothèques et sociétés de lecture, organisations de loisirs et mouvements de plein air, maisons d'édition, journaux, revues, magazines. L'édifice repose sur la solide armature d'un appareil compétent et efficace, rompu aux méthodes modernes de gestion et de propagande. Dans ses 86 quotidiens, le parti emploie 267 journalistes permanents, 3 000 ouvriers et employés.

La majorité des dirigeants du parti — notamment les membres de sa direction — et des bureaux centraux, la totalité des responsables dans les différents Etats, la majorité des secrétaires des organisations locales sont des fonctionnaires permanents du parti, professionnels appointés par lui, lui consacrant tout leur temps, comme la majorité de ses élus : outre les 110 députés au Reichstag, les 220 députés qu'il compte dans les différents Länder, ses 2 886 élus municipaux. Les dirigeants des fédérations syndicales, des syndicats de métier ou des cartels locaux, eux-mêmes, depuis des années, professionnalisés, sont dans leur quasi-totalité membres du parti.

La social-démocratie allemande, avec ses traditions, ses usages et ses rites, fournit ainsi au prolétariat allemand à la fois un formidable cadre de combat de classe mais aussi un mode de pensée et une façon de vivre. La représentante de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie allemande, Rosa Luxemburg, peut ainsi écrire : « Le Parti social-démocrate n'est pas lié



Clara Zetkin et Rosa Luxemburg, deux dirigeantes de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie allemande.

Photo DR

aux organisations de la classe ouvrière, il est lui-même le mouvement de la classe ouvrière » (1). Dans ce cadre, des tendances très divergentes ont pu coexister dans cette organisation où elles plongent toutes leurs racines.

### Réforme ou révolution ?

La social-démocratie allemande donne en effet le spectacle de la cohésion d'un parti où cohabitent des tendances dont les équivalents avaient pris dans d'autres pays la forme de partis rivaux. Depuis la fusion réalisée en 1875, au Congrès de Gotha, du Parti ouvrier social-démocrate de Bebel et de Wilhelm Liebknecht et de l'Association générale des travailleurs allemands, fondée par Ferdinand Lassalle, n'ont jamais cessé de s'exprimer, au sein du parti, des courants les plus divers. Mais ils demeurent dans le même parti, ce qui suffit à donner à leurs désaccords une coloration particulière, car les débats sont réglés par des compromis en vue de l'action. Relevons que Marx s'était inquiété, dans *La Critique du programme de Gotha*, rédigé en 1875, des importantes concessions faites par ses disciples à ceux de Lassalle dans le programme de Gotha.

C'est finalement en 1891 que le SPD se constitue définitivement et rassemble en son sein tous les militants et combattants ouvriers.

Dans les toutes dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est du noyau même du parti, d'un ami d'Engels, organisateur de la presse illégale du temps des persécutions, que vient la première attaque sérieuse sur le plan théorique contre les bases marxistes du programme d'Erfurt : le révisionnisme d'Eduard Bernstein, qui affirme que le dilemme « réforme ou révolution » est dénué de sens, la lutte pour des réformes ne pouvant aboutir à ses yeux qu'à des objectifs révolutionnaires et ne pouvant être conduite par des sociaux-démocrates que dans cette perspective. Le Congrès de Dresde, en 1903, clôt, au moins formellement, le débat, en condamnant la tentative des révisionnistes de « remplacer la politique de conquête du pouvoir au moyen de la victoire par une politique qui s'accommoderait de l'ordre existant ».

H. H. ■

(Leninism or Marxism ?, p. 89, cité par Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 27).

## Deux oppositions différentes à la guerre

Contrairement à la France, où la résistance à l'Union sacrée vient d'abord du mouvement syndical (notre prochain cahier), c'est dans les rangs de la social-démocratie que se constituent deux types d'opposition à la guerre.

La première est une opposition de type révolutionnaire, menée par Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin, dès la déclaration de guerre. En août 1914, Karl Liebknecht, fils d'un des fondateurs du SPD, député au Reichstag, avait exprimé son opposition au vote des crédits de guerre, mais s'était d'abord plié à la discipline de parti et avait émis un vote favorable. Ce n'est qu'en décembre 1914 que Liebknecht vote, seul, contre les crédits de guerre, après avoir développé, depuis août, une action résolue contre la guerre impérialiste, comme le rappelle ci-contre Henry Halphen.

Ensuite, Karl Kautsky, Eduard Bernstein (théoricien du révisionnisme) et Hugo Haase (qui allait bientôt être l'un des fondateurs de l'USPD, le Parti social-démocrate indépendant, scission, à gauche, du SPD) qui avaient d'abord, eux aussi, voté les crédits de guerre, au nom de la défense de la patrie, développèrent, à partir de 1915, une position centriste de dénonciation de la guerre comme guerre de conquête territoriale et économique. Dans une déclaration commune de juin 1915 (« L'exigence de l'heure »), ils se prononcent pour des pourparlers de paix en vue d'une paix sans annexions ni conquêtes.

En août 1914, le rôle de Haase a été illustratif de ce qu'était, dès l'origine, la contradiction majeure de ce positionnement. Il n'avait pas caché être hostile à la guerre, et avait voté contre dans les instances du parti, mais il avait accepté d'être le porte-parole de sa direction. Et c'est finalement lui qui défendit au Reichstag, le 4 août, le vote des crédits de guerre par le groupe parlementaire, avec des arguments qu'il ne partageait pas, exprimant dans sa déclaration, que nous reproduisons ci-dessous, la position officielle du SPD.

Il faut également relever que le mouvement syndical n'a jamais développé aucune action notable de résistance à la guerre, s'alignant totalement sur l'Union sacrée.

Maurice STOBNICER ■

# Karl Liebknecht, l'honneur d'avoir été "seul contre 110"



Liebknecht en meeting ouvrier au Tiergarten de Berlin.

Photo DR

Fils de Wilhelm Liebknecht, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate allemand, il devient, en 1897, docteur en droit et en sciences politiques, et ouvre avec son frère un cabinet d'avocats à Berlin.

Il commence à militer au sein du Parti socialiste. Elu au conseil municipal de Berlin en 1901, il se fait surtout l'avocat des militants socialistes pourchassés par le régime impérial. Il met l'accent sur l'action antimilitariste du parti et la lie à la nécessité de la formation et de l'organisation politique.

Il participe à la constitution du mouvement « Association des jeunes travailleurs d'Allemagne » et de son journal *Jeune Garde*. C'est à son intention qu'il rédige et publie, en 1907, le rapport *Militarisme et antimilitarisme*, où il utilise pour la première fois sa formule célèbre : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. » Militant dévoué et infatigable, il est tout naturellement porté, en 1907, à la présidence de la

Fédération internationale de la jeunesse socialiste. Il est condamné à un an et demi de détention pour « haute trahison ».

Il reste emprisonné jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1909, ce qui n'empêche pas sa réélection au conseil municipal de Berlin, puis à la Chambre des députés de Prusse. Libéré, il reprend alors ses activités d'avocat et de militant. En 1912, il est élu député au Reichstag, où il multiplie les interventions contre la guerre qui s'annonce. En 1913, il fait une tournée de conférences en Europe. Lors du Congrès d'Iéna, en septembre 1913, il se prononce pour la grève politique de masse contre la guerre.

Désarmé par l'effondrement du mouvement socialiste international en août 1914, Liebknecht vote, par discipline, les crédits de guerre au Reichstag, mais sa rencontre avec Rosa Luxemburg et la tournée qu'il effectue sur le front, grâce à son mandat de député, le conduisent à refuser, seul parmi le groupe parlementaire socialiste, le vote des crédits de guerre, le 2 décembre

1914. Seul parmi 110 ! Nous publions sa déclaration ci-dessous.

Il est loin d'être isolé, comme semble l'indiquer formellement ce vote. Il commence à rassembler, avec Rosa Luxemburg, tous les socialistes hostiles à la collaboration avec la bourgeoisie. Il est exclu du groupe parlementaire du SPD. Il est alors mobilisé comme artilleur, mais il parvient à rester au contact du groupe constitué contre la guerre, et son action se traduit alors, en décembre 1915, par le vote de vingt députés socialistes contre les crédits de guerre !

En 1916, les opposants à la guerre, rassemblés dans le groupe « Die Internationale », décident la création du bulletin *Lettres de Spartacus* et organisent surtout, lors de la journée internationale des travailleurs, le 1<sup>er</sup> mai 1916, une manifestation à Berlin sur les mots d'ordre : « A bas le gouvernement ! A bas la guerre ! » Liebknecht est alors arrêté et condamné à quatre mois de prison. Il reste interné jusqu'en octobre 1918 !

Henry HALPHEN ■

Spécial 14 - 18

DOCUMENT

Hugo Haase, député socialiste au Reichstag,  
le 4 août 1914

## “Nous n'abandonnons pas notre propre patrie”



« Au nom de mon groupe parlementaire, j'ai la déclaration suivante à faire : Nous nous trouvons face à un moment décisif. Les conséquences de la politique impérialiste, qui a entraîné une ère de course à l'armement et qui a aiguë les oppositions entre les peuples,

ont atteint l'Europe comme un raz de marée. La responsabilité en incombe aux représentants de cette politique. Nous la refusons.

La social-démocratie a combattu cette politique néfaste de toutes ses forces, et jusqu'aux dernières heures, elle a, par de puissantes manifestations dans tous les pays, en particulier en accord intime avec nos frères français, agi pour le maintien de la paix. Leurs efforts ont été vains.

Nous nous trouvons maintenant devant le fait incontournable de la guerre. Nous sommes sous l'horrible menace d'invasions étrangères. Nous n'avons pas à décider aujourd'hui pour ou contre la guerre, mais à débattre sur la question des moyens nécessaires à la défense du pays. (...)

En cas de victoire du despotisme russe, qui s'est souillé du sang des meilleurs de son propre peuple,

beaucoup, sinon tout, est en jeu pour notre peuple et son avenir libre. Il s'agit de bannir ce danger, d'assurer la culture et l'indépendance de notre propre pays.

Nous réalisons ce que nous avons toujours souligné : à l'heure du danger, nous n'abandonnons pas notre propre patrie. En faisant cela, nous nous sentons en harmonie avec l'Internationale, qui a toujours reconnu le droit de chaque peuple à l'indépendance nationale et à l'autodéfense. Comme nous condamnons aussi, en accord avec elle, toute guerre de conquête.

Nous exigeons qu'il soit mis fin à la guerre dès que le but de la sécurité sera atteint et que les ennemis seront prêts à faire la paix, et ce par un accord de paix qui préserve la possibilité d'une amitié avec les peuples voisins. Nous exigeons cela non seulement dans l'intérêt de la solidarité internationale que nous avons toujours défendue, mais aussi dans l'intérêt du peuple allemand. Nous espérons que la leçon cruelle des souffrances de la guerre fera naître parmi de nouveaux millions d'hommes l'horreur de la guerre et qu'elle les gagnera à l'idéal du socialisme et de la paix entre les peuples.

C'est guidés par ces principes que nous approuvons les crédits de guerre demandés. »

Spécial 14 - 18

DOCUMENT

Karl Liebknecht, député socialiste au Reichstag,  
le 2 décembre 1914

## “Je refuse cette guerre impérialiste”



« Cette guerre, qu'aucun des peuples intéressés n'a voulue, n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination capitaliste du marché mondial et pour la domination poli-

tique de contrées importantes où pourrait s'installer le capital industriel et bancaire. (...) C'est aussi une entreprise tendant à démoraliser, à détruire le mouvement ouvrier grandissant. (...)

Cette guerre n'est pas une guerre défensive pour l'Allemagne. Son caractère historique et la succession des événements nous interdisent de nous fier à un gouvernement capitaliste quand il déclare que c'est pour la défense de la patrie qu'il demande les crédits. Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. (...)

Seule une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent

fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix.

Je consens aux crédits en tant qu'ils sont demandés pour les travaux capables de pallier la misère existante, bien que je les trouve notoirement insuffisants.

J'approuve également tout ce qui est fait en faveur du sort si rude de nos frères sur les champs de bataille, en faveur des blessés et des malades pour lesquels j'éprouve la plus ardente compassion. Dans ce domaine encore, rien de ce que l'on pourra demander ne sera de trop à mes yeux.

Mais ma protestation va à la guerre, à ceux qui en sont responsables, à ceux qui la dirigent ; elle va à la politique capitaliste qui lui donna naissance ; elle est dirigée contre les fins capitalistes qu'elle poursuit, contre les plans d'annexion, contre la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, contre la dictature militaire, contre l'oubli complet des devoirs sociaux et politiques dont se rendent coupables, aujourd'hui encore, le gouvernement et les classes dominantes.

C'est pourquoi je repousse les crédits militaires demandés. »



# Comment l'opportunisme a submergé la social-démocratie allemande

Spécial 14 - 18

DOCUMENT

## En 1891, Engels critique déjà le programme du congrès d'Erfurt

« Les revendications politiques du projet ont un grand défaut. Ce que justement il eût fallu dire, ne s'y trouve pas (...).

Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique...

Une pareille politique ne peut, à la longue, qu'entraîner le parti dans une voie fautive. On met au premier plan des questions politiques générales, abstraites, et l'on cache par là les questions concrètes les plus pressantes, qui, aux premiers événements importants, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter, sinon ceci que, tout à coup, au moment décisif, le parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs, il régnera la confusion et l'absence d'unité, parce que ces questions n'auront jamais été discutées ? (...)

Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or l'opportunisme "honnête" est peut-être le plus dangereux de tous. »



Léna, 1906 : un congrès du Parti social-démocrate allemand.

Photo DR

partis sociaux-démocrates officiels de leurs convictions et des résolutions adoptées aux congrès internationaux de Stuttgart (août 1907) et de Bâle (novembre 1912). Du point de vue des rapports entre les classes de la société, tels qu'ils existent alors, la plupart des partis sociaux-démocrates, avec, en premier lieu, le plus grand et le plus influent d'entre eux, le parti allemand, se sont rangés du côté de leur état-major, de leur gouvernement, de leur bourgeoisie, contre le prolétariat.

Comment un événement aussi dramatique peut-il s'expliquer et se comprendre ? La première grande crise de l'Internationale était née de la question du « ministérialisme » posée par l'entrée, en France, du socialiste Millerand, en 1900, dans un gouvernement bourgeois, comme nous l'avons rappelé la semaine dernière. C'était là aussi mettre en pratique, en la poussant à l'extrême, la thèse d'un courant, souvent dit « révisionniste », au sein de l'Internationale, dont le porte-parole était un dirigeant allemand, ancien

secrétaire d'Engels, Eduard Bernstein. « *Le mouvement est tout, le but n'est rien* », écrivait-il, voulant expliquer théoriquement que c'est dans et par le mouvement que l'on peut arracher des réformes sociales et démocratiques permettant à la société d'évoluer.

« *Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques* », écrit pour sa part Lénine en 1915, en portant sur ce courant le jugement suivant : « *C'est la collaboration des classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise.* » Au Congrès de Dresde, en 1903, le parti allemand avait condamné les « *Thèses révisionnistes de Bernstein* », au moment même où le Congrès d'Amsterdam de l'Internationale ouvrière (1904) condamnait le « ministérialisme ». Ces prises de position témoignent de la résistance des cadres de la II<sup>e</sup> Internationale à l'abandon des principes marxistes, et soulignent le caractère révolutionnaire de l'Internationale ouvrière.

### Apparition d'une aristocratie ouvrière

Mais une nouvelle situation s'ouvre, et le mouvement ouvrier subit de premières pressions avant même d'avoir assimilé que la formation des monopoles était le signe le plus marquant du passage de l'économie capitaliste au stade impérialiste dont nous avons rappelé précédemment les principales caractéristiques.

Cette période rend possible la corruption d'une mince couche à la surface du prolétariat, sur la base « des miettes du festin impérialiste ». Se forme alors une « aristocratie ouvrière », base sociale de l'opportunisme, qui se réfracte au sein des partis. Ceux-ci, comme les syndicats, ont connu, en effet, un important développement, nécessitant des « fonctionnaires du parti » et un « appareil » pour son fonctionnement, dont le poids va devenir prépondérant dans les instances dirigeantes de la II<sup>e</sup> Internationale et du parti allemand, contribuant à transformer ces appareils en couches bureaucratiques.

Le contenu social et politique de cette bureaucratie est la défense de ses privilèges, qui plongent leurs racines dans la société bourgeoise, et donc la recherche de la conciliation avec la bourgeoisie. D'où l'expression de « partis ouvriers bourgeois », c'est-à-dire de partis qui demeurent ouvriers dans leur composition et par leurs racines, mais dont les appareils sont entre les mains de « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ».

Il faut noter que le principal dirigeant et théoricien de l'Internationale, Karl Kautsky, va, dans la période 1905-1914, glisser vers des positions droitnières, notamment sur la question clé de l'impérialisme. Seuls Rosa Luxemburg, Trotsky et Lénine polémiqueront ultérieurement contre

Kautsky en se situant sur le terrain de la défense du marxisme.

Ce début du XX<sup>e</sup> siècle voit en même temps l'aiguïsement de la concurrence entre bourgeois impérialistes, justement pour redessiner le partage du monde réalisé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, afin de conquérir de nouveaux marchés pour les marchandises et les capitaux. Le développement de ces violentes contradictions inter-impérialistes va finalement aller jusqu'à poser la question de la guerre, donc celle de l'attitude de chacun des partis de l'Internationale à l'égard de son propre Etat impérialiste. C'est sur elle que va se fracasser la II<sup>e</sup> Internationale, et la social-démocratie allemande, plus brutalement encore que dans aucun des autres pays, compte tenu de son poids considérable.

### L'adaptation à sa propre bourgeoisie

En 1913, en Allemagne, la fraction parlementaire sociale-démocrate avait déjà voté une rallonge des crédits militaires, intégrée dans un budget dont le gouvernement prévoyait le financement par un impôt sur la fortune, ce que les députés sociaux-démocrates considéraient comme positif... Au sein de différents partis sociaux-démocrates s'élèvent aussi des voix en faveur de relations apaisées avec leur propre bourgeoisie : en Allemagne, c'était la défense de l'Europe contre l'affreuse dictature tsariste ; en France, au nom de 1789, c'était le refus de l'occupation de l'Alsace-Lorraine par les « tyrans prussiens », etc.



**Eduard Bernstein (1850-1932)**, secrétaire d'Engels à Londres, remet en cause, à partir de 1899, dans l'ouvrage *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, les positions traditionnelles du marxisme. On parlera de « révisionnisme » pour caractériser ses positions.



**Karl Kautsky (1854-1938)**, proche de Engels, dénonce d'abord les thèses révisionnistes de Bernstein au Congrès d'Erfurt (1891), mais défend, à partir de 1902, l'idée que la démocratie rend la révolution superflue, et affirme la nécessité d'un passage graduel au socialisme. Il sera alors qualifié de « renégat » par Lénine comme par Trotsky.

Le 4 août 1914, la social-démocratie allemande vota donc les crédits de guerre, et il en sera de même en France, en Angleterre... La II<sup>e</sup> Internationale venait de faire faillite. Chaque parti social-démocrate s'était adapté à sa propre bourgeoisie impérialiste. La II<sup>e</sup> Internationale, d'instrument de révolution, devenait son contraire. A la fin de sa vie, le vieux dirigeant ouvrier Friedrich Engels, le compagnon de Karl Marx et, avec lui, le fondateur de la Première Internationale, adressait ces paroles lumineuses (d'ailleurs publiées conjointement en allemand et en français en 1891-1892) aux ouvriers et aux militants socialistes allemands, et, à travers eux, à ceux du monde entier : « *Aucun socialiste, de n'importe quel pays, ne peut désirer le triomphe guerrier, soit du gouvernement actuel allemand, soit de la République bourgeoise française. Voilà pourquoi les socialistes demandent partout que la paix soit maintenue. Mais si, néanmoins, la guerre devait éclater, une chose est certaine : cette guerre où vingt millions d'hommes armés, s'entre-égorgeront et dévasteront l'Europe comme jamais elle n'a été dévastée, cette guerre, ou bien amènerait le triomphe immédiat du socialisme, ou bien elle laisserait partout après elle un tel monceau de ruines que la vieille société capitaliste deviendrait plus impossible que jamais et que la révolution sociale, retardée de dix ou quinze ans, n'en serait que plus radicale et plus rapidement parcourue.* »

Henry HALPHEN ■

Spécial 14 - 18

ÉCLAIRAGE

## Le point de vue de l'historien

« La transformation économique de l'Allemagne, la relative paix sociale en Europe — interrompue seulement par la flambée révolutionnaire de 1905 dans l'empire russe —, les progrès de la législation sociale, ces conquêtes de la social-démocratie et des syndicats, les perspectives d'ascension sociale, de réussite individuelle qu'offrent aux prolétaires capables les organisations ouvrières et leur univers clos, ont nourri des tendances révisionnistes, fondamentalement opposées à celles de Marx, notamment celle d'un mouvement socialiste national où le sort matériel de l'ouvrier paraît lié à la prospérité des affaires de « ses » capitalistes, où le niveau de vie de la classe ouvrière allemande semble conditionné par conséquent par l'ouverture de nouveaux marchés, c'est-à-dire en définitive par l'expansion impérialiste allemande.

Après Bernstein, mais avec beaucoup plus de brutalité et de cynisme, sans l'idéalisme et les préoccupations morales qui l'animaient, des perspectives similaires sont désormais développées et appliquées par (...) des « socialistes » pour qui les classes ouvrières sont solidaires du capitalisme, de sa politique coloniale, de sa politique d'armement, défensive en principe, mais offensive au besoin ; si l'empire allemand était entraîné dans une guerre, offensive ou défensive, les ouvriers allemands ne pourraient en aucun cas souhaiter sa défaite. Gustav Noske, un ancien bûcheron devenu fonctionnaire du parti, puis député, exprime le plus clairement ce renversement des données mêmes

de l'analyse traditionnelle de l'« internationalisme prolétarien » quand il proclame au Reichstag que les socialistes ne sont pas des « *vagabonds sans patrie* » et invite les députés des partis bourgeois à œuvrer afin de donner aux prolétaires allemands de véritables raisons d'être les soldats de l'Allemagne (1). Les forces qui sont à l'ouvrage derrière des hommes comme Noske ne se dissimulent pas. Saisissant l'occasion offerte par ce discours, le junker von Einem, ministre de la Guerre de Prusse, somme Bebel de désavouer les écrits antimilitaristes de son camarade de parti Karl Liebknecht. C'est donc en définitive par l'intermédiaire de Noske et du ministre prussien von Einem que le Parti social-démocrate va être amené à engager le débat sur la question nationale, et notamment le problème de la défense nationale : la Haute Cour impériale y dira son mot en condamnant Karl Liebknecht à dix-huit mois de prison. »

Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*. Editions de Minuit. Paris, 1971.

(1) Parmi les dirigeants de la social-démocratie qui prirent la responsabilité de terrasser les vagues révolutionnaires successives qui soulevèrent le pays de la fin 1918 à 1924, c'est Gustav Noske qui prit personnellement la tête des « corps francs », milices paramilitaires, qui réussirent à écraser les ouvriers révolutionnaires, à décapiter le jeune Parti communiste allemand, à assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg (NDLR, 2014).

## CHAOS ET DESTRUCTION EN IRAK

## Les conséquences de l'intervention américaine

Rappelons-le : H. W. Bush et son fils G. W., avec la première intervention militaire en Irak, en 1991, puis l'invasion qui a suivi, en 2003, avaient promis au peuple irakien et à tous les peuples du monde un nouvel ordre mondial, où la paix, la démocratie et le respect des droits des peuples devaient régner. Aujourd'hui, après les différentes guerres qui ont embrasé toute la région, à la suite de l'intervention américaine, qui ont provoqué plus d'un million de morts et la fuite de millions de réfugiés, on voit bien les conséquences de la politique de l'administration américaine, suivie par la plupart des gouvernements occidentaux et cautionnée par l'ONU. Nous publions ci-dessous un long article d'une militante ouvrière de la région, article reproduit dans *Fraternité*, n° 62, le journal du Parti des travailleurs d'Algérie (les intertitres sont de la rédaction).

Photo AFP



Le 14 juillet dernier, près d'Erbil, au nord de l'Irak, un homme garde une pièce à destination de la raffinerie de Kawergosk. L'enjeu reste encore et toujours celui du contrôle du pétrole. "Si seulement l'Irak avait produit des bananes...", regrettaït hypocritement Dick Cheney.

Khadidja Boudine

## Que se passe-t-il en Irak ?

Une question réellement bouleversante ! Les médias internationaux ont diffusé dernièrement des images et des informations sur l'action terroriste fulgurante et surprenante de l'organisation dénommée « l'Etat islamique en Irak et au Levant » (DAICH). Elle a occupé et contrôlé plusieurs régions du nord de l'Irak, dont plusieurs grandes provinces, à l'image de Mossoul, deuxième province du pays, avec ses deux millions d'habitants, dont 500 000 l'ont fuie à cause des combats.

Cette dernière est tombée complètement entre les mains de DAICH, qui contrôle des bases militaires (base ghozlane), des bâtiments gouvernementaux, des banques et autres institutions financières locales, l'aéroport international de Mossoul, à l'exception évidemment des installations pétrolières qui sont protégées par les forces d'occupation américaines. Ces événements intriguent et posent de légitimes questions sur ce qui se passe réellement en Irak.

Certains ont osé l'appeler « révolution populaire » contre « le gouvernement raciste de Maliki » et d'autres la qualifient d'« attaque terroriste ». Une campagne médiatique intense est menée pour faire la propagande des visées des grandes puissances, par l'intermédiaire des télévisions sous contrôle des monarchies pétrolières du Golfe, qui encouragent et incitent à la guerre civile, en présentant les événements dramatiques comme étant des conflits « ethniques » et « religieux » entre les chiïtes et les sunnites.

## Les conséquences directes de l'intervention

Evidemment, il ne s'agit ni de « révolution populaire » ni de « conflit ethnique », mais bel et bien des conséquences directes de l'intervention militaire américaine en 2003, suivie d'une occupation-dissolution de dix années. C'est le résultat de la politique criminelle de G. W. Bush, qui avait promis de transformer le pays en un « havre de paix et de démocratie ». Le nouvel Irak promis par Bush a été plongé dans un bain de sang,

une décennie durant, qui s'est soldé par des millions de morts, de déplacés, d'orphelins... Ce qui vient d'être aggravé par l'attaque sanglante de DAICH, une organisation financée et soutenue par les grandes puissances, via leurs satellites dans la région (le Qatar).

En effet, il n'est un secret pour personne que les monarchies du Golfe travaillent sérieusement en soutenant et en alimentant la machine de « guerre ethnique » pour créer les conditions d'une guerre civile généralisée, menaçant de fait l'unité du pays avec toutes ses composantes. Les supplétifs de la grande puissance incitent à la division du peuple irakien, à susciter des rivalités, à les amplifier afin de morceler le pays en plusieurs entités.

Des Irakiens interrogés par des médias rappellent que ce sont les Américains qui ont introduit ces conflits après l'occupation de leur pays en 2003, car, avant cette date, sunnites et chiïtes cohabitaient pacifiquement sans aucun incident majeur.

C'est ce que confirme Riad Saydaoui, directeur du Centre arabe d'études politiques et sociales, qui a déclaré à l'émission « Essaâ Edoualia » de la télévision Echourouk que « ces divisions sont introduites par l'occupation américaine qui a semé les graines de la division afin de préparer le terrain à la politique destructrice de l'unité de l'Irak ».

## La tentative d'installer le pays dans une guerre ethnique rejetée par le peuple irakien

Les grandes puissances dirigées par les Etats-Unis ont occupé et détruit l'Irak, dans le cadre de la mise en œuvre du plan américain dit du « Grand Moyen-Orient » (GMO), et, aujourd'hui,

tendent de se dégager de leurs responsabilités quant au chaos qui sévit aujourd'hui en Irak, en rendant responsable le Premier ministre, Nour el-Maliki.

David Cameron et Hillary Clinton ont déclaré à la chaîne BBC que Maliki « a failli à ses engagements de faire participer au pouvoir toutes les composantes du peuple irakien, à savoir les sunnites, les chiïtes, les Kurdes et les petites minorités ». Avec une telle déclaration, Hillary Clinton avoue clairement la responsabilité de l'administration américaine dans ce qui se passe aujourd'hui en Irak.

Faut-il rappeler que le gouvernement de Maliki comme les précédents exécutifs sont des produits des pressions et de manipulations des autorités d'occupation ?

Si personne ne peut nier l'existence d'un ras-le-bol généralisé contre le gouvernement Maliki et, par ricochet, contre ses véritables maîtres (les Etats-Unis) et leurs satellites dans la région, il n'en demeure pas moins que c'est l'intervention américaine qui a ouvert la voie à la dissolution de l'Etat irakien, notamment, par la dissolution de l'armée irakienne et son remplacement par une armée représentant une addition d'ethnies et, de plus, faiblement équipée et incapable de faire face à toute attaque extérieure.

C'est ce qui explique la déroute des unités de l'armée irakienne devant l'organisation terroriste DAICH dans une grande ville comme Mossoul.

Sur le plan politique, l'ancien administrateur américain de l'Irak, Paul Bremer, a institué un système politique étranger au pays et basé sur des quotas et le partage du pouvoir sur des bases ethniques, ce qui a donné naissance d'ailleurs à un gouvernement ethnique oppressif.

Echourouk, daté du 19 juin, écrit à ce propos que « les politiques de Maliki, durant deux mandats, confirment que ce dernier est plus un chef chiïte qu'un chef de gouvernement de tous les

Irakiens. Il a gouverné en faveur de sa communauté, marginalisant les sunnites et les républicains, y compris par leur emprisonnement pour avoir combattu son système despotique ».

Par ces agissements, l'administration américaine, par l'entremise de son protégé, chef du gouvernement irakien, tente d'installer le pays dans une interminable « guerre ethnique ».

Le peuple irakien, comme l'attestent de récentes manifestations à Bagdad, refuse ce fait accompli, qui vise à diviser le pays ; il rejette le terrorisme et revendique la nécessité de trouver une solution politique et une sortie de la crise politique et sécuritaire actuelle.

C'est ce qu'exprime Mohamed Baguer Essahil, qui a participé à ces manifestations de Bagdad et qui a déclaré que « ce mouvement populaire a comme objectif d'unifier l'Irak avec toutes ses composantes, chiïtes et sunnites », ce qui dément la propagande américaine qui vise à présenter la situation comme un vulgaire conflit ethnique et confirme le refus du peuple irakien de la division et son attachement à son unité.

## L'objectif reste la mainmise totale sur le pétrole

Il n'y a aucun doute que ce qui se passe aujourd'hui en Irak est une guerre terroriste internationale et que l'objectif reste la mainmise totale sur le pétrole, puisque l'Irak est l'un des principaux pays producteurs du Moyen-Orient, avec 3,2 millions de barils/jour, dont 2,5 millions sont exportés quotidiennement, ce qui représente 3 % de la demande mondiale en la matière.

Par ailleurs, et il faut le rappeler, l'Irak dispose de 11 % des réserves mondiales prouvées de l'or noir.

D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que, parmi les surfaces contrôlées par l'organisation terroriste DAICH, se trouvent justement les principales installations pétrolières, dont la raffinerie Biji, qui constitue la colonne vertébrale de l'économie du pays. Ce qui confirme la règle, constatée ces derniers temps dans plusieurs contrées du monde, à savoir que l'impérialisme crée des situations qu'il ne contrôle guère et qui se retournent même contre lui.

Ainsi, après avoir armé et financé les groupes terroriste en Syrie (63 nationalités), qui ont acquis une solide expérience, ils ont transformé ce pays en un point de départ d'offensives contre des pays limitrophes, ce que les grandes puissances considèrent comme une atteinte à leurs intérêts en Irak et dans la région.

Dans tous les cas, c'est cette inquiétude qu'exprime l'un des soutiens à la guerre contre l'Irak en 2003, l'ex-Premier ministre Britannique Tony Blair, qui vient de déclarer : « Tous les choix sont mauvais évidemment, nous avons vu, trois années durant, la Syrie sombrer dans le chaos ; la corde nous a cernés et ce pays nous a entraînés dans sa chute. »

Aussi, face à la panique qui a gagné le gouvernement américain, des membres du Congrès ont appelé Barack Obama à autoriser des frappes militaires contre les djihadistes en Irak, ceux-là mêmes qu'ils ont financés et armés en Syrie.

Le sénateur L. Graham a mené une campagne pour une intervention militaire américaine en Irak, afin d'« arrêter l'avancée de DAICH », car, dit-il, « l'instabilité en Irak va influencer sur les prix du pétrole et donc sur notre économie ».

Le secrétaire américain à la Défense a d'ailleurs envoyé un porte-avions dans le Golfe.

Les événements dramatiques qui se déroulent en Irak, comme ceux qui frappent la Libye, la Syrie et le Yémen, confirment la barbarie que porte le projet américain du « Grand Moyen-Orient », qui transforme toute la région en une poudrière. ■

## Grande-Bretagne

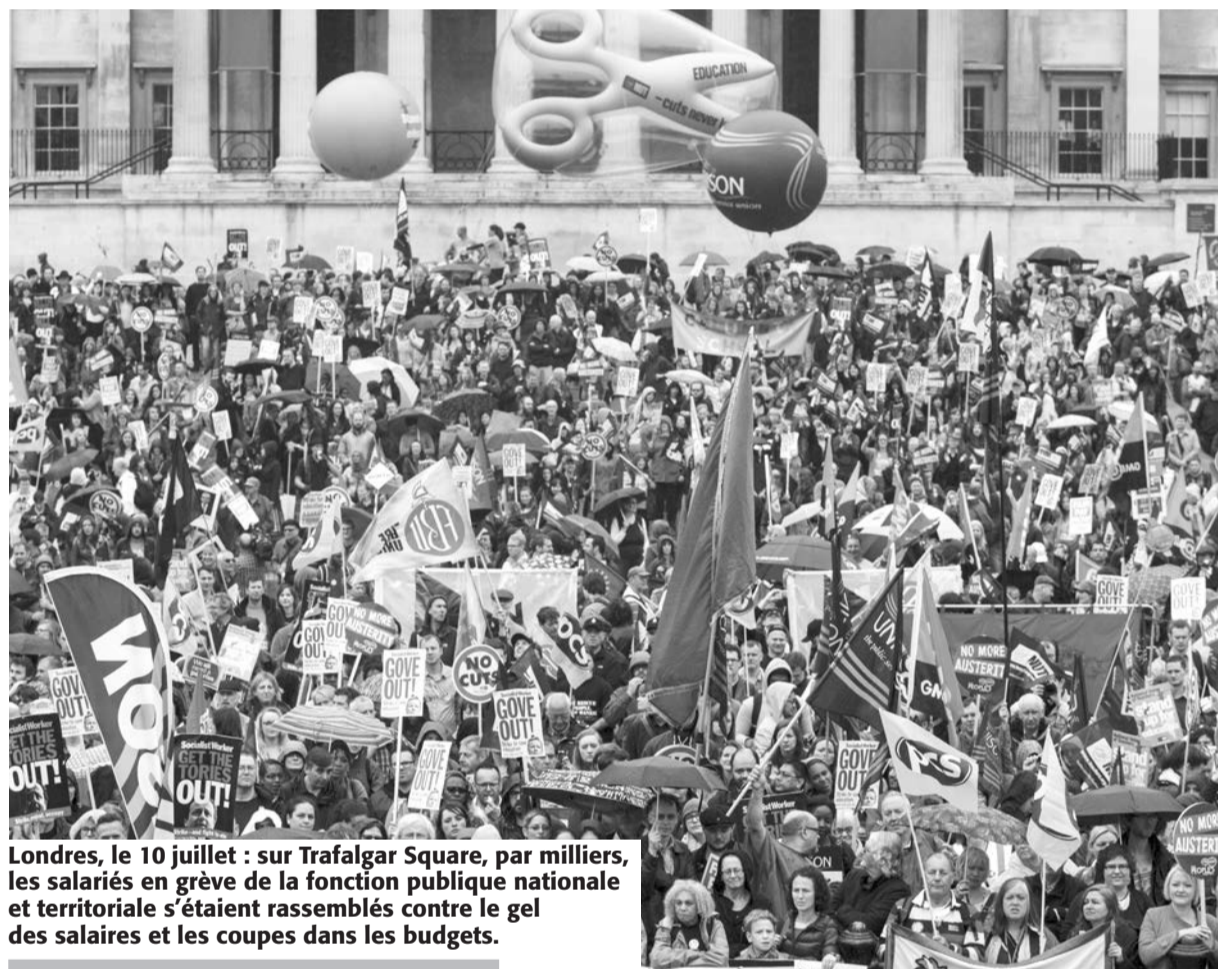
# Les travailleurs de la fonction publique nationale et territoriale en grève contre le gel des salaires

Jean-Pierre Barrois

Un million, 1,5 million, 2 millions, plus... ? Le nombre exact importe peu à l'heure où tout le monde s'accorde à dire que, de toute façon, la grève du 10 juillet constitue un succès massif et indiscutable, qui non seulement fera date, mais qui, à deux mois du congrès national de la confédération TUC, jette des jalons pour l'avenir immédiat.

Des meetings ou manifestations ont eu lieu dans tout le pays. Cinq mille personnes à Newcastle et Manchester, et également une forte participation à Birmingham, Brighton, Bournemouth.

A Liverpool, presque toutes les écoles étaient fermées, ainsi que les services municipaux.



Londres, le 10 juillet : sur Trafalgar Square, par milliers, les salariés en grève de la fonction publique nationale et territoriale s'étaient rassemblés contre le gel des salaires et les coupes dans les budgets.

A la veille du 10 juillet, Emine Ibrahim, responsable d'une section de Unison d'une ville de la banlieue de Londres, nous a dit pourquoi les 600 000 fonctionnaires territoriaux de Unison ont appelé à la grève.

### Peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Emine Ibrahim. Je dirige une section locale de Unison, le grand syndicat des services publics de la région de Londres. Je voudrais préciser que je m'exprime à titre strictement personnel.

A l'origine de la grève, il y a la consultation des 600 000 adhérents de la fonction publique territoriale organisée par ton syndicat (1). Cette consultation portait sur la grève, après le rejet de la proposition gouvernementale d'une augmentation de 1 %. Peux-tu nous en dire un peu plus ?

Ce à quoi nous sommes confrontés est en fait une perte de salaire totale cumulée de 20 % en raison du gel des salaires organisé depuis 2010. Les prix grimpent et les travailleurs de la fonction publique territoriale ne sont pas augmentés comme ils devraient normalement l'être.

Nous sommes maintenant dans une situation où les gens ne parviennent pas à boucler leurs fins de mois. Il y a des retards de loyer. Certains empruntent pour payer leurs factures le

jour où ils reçoivent leur salaire (le *take pay-day loans*, « les prêts du jour de paye »), etc. C'est un énorme problème au Royaume-Uni. Une semaine avant la paye, les gens vont emprunter à une officine de quoi terminer le mois (2).

Ce que cela révèle, c'est que chaque mois, des travailleurs des services publics — qui sont en général considérés comme étant relativement bien payés — ne sont pas en mesure de boucler leur fin de mois, que ce soit pour payer leurs emprunts immobiliers, leur loyer, ou tout simplement pour payer leurs factures de nourriture. Ces factures s'envolent. Certains doivent maintenant choisir entre faire des achats nécessaires et manger. Notre revendication est une augmentation de 1,20 livre l'heure, ce qui représente 18 % environ pour les salaires les plus bas, 14 % pour les salaires moyens.

**Le fait qu'un nombre considérable de syndicats des services publics se soient ralliés à l'initiative de cette grève prise par Unison en dit long sur la volonté de résistance de la classe ouvrière britannique...**

Oui, et nous pouvons également dire que le fait que la direction du syndicat ait appelé à dire oui à une grève sur les salaires, contre le gel des salaires, constitue un signe de la résistance de la classe ouvrière de ce pays.

A Londres, comme à Liverpool, les pancartes « Grève générale » se mêlaient à celles portant la revendication. Comme nous l'écrit un responsable local du syndicat Unison : « Nous avons insisté sur la formulation chiffrée de la revendication salariale : 1,20 livre de plus l'heure. Il y a à cela plusieurs raisons (...) notamment parce que des formulations telles que "salaire décent", "salaire juste" ne veulent rien dire. La revendication est claire : c'est 1,20 de plus l'heure, ici à Londres, et 1 dans le reste du pays. C'est un mandat donné à ceux qui vont négocier. »

Cette revendication s'oppose directement au gel des salaires imposé par le FMI et l'Union européenne au nom du pacte de stabilité.

La bataille ne fait que commencer. ■

## Turquie

# L'enjeu de l'élection présidentielle



Ankara, le 16 juin 2014 : après la catastrophe de Soma au cours de laquelle 301 de leurs camarades ont péri, les mineurs défilent dans les rues de la capitale pour exiger du gouvernement Erdogan qu'il tienne ses engagements.

Correspondant

Le 10 août prochain aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle en Turquie. Cette élection a une signification particulière pour différentes raisons. Tout d'abord, elle survient un an après les grandes mobilisations de la place Taksim qui, pour la première fois, mettaient massivement le gouvernement en difficulté. La deuxième raison se trouve dans le fait que c'est la première fois que le président sera élu au suffrage universel. Derrière cela, il y a le projet du Premier ministre turc, Tayyip Erdogan (qui s'est déclaré candidat), de modifier la Constitution dans un sens présidentieliste. Troisièmement, l'offensive brutale de l'Etat d'Israël contre la population palestinienne a un impact sur la situation politique et la campagne électorale. L'écho dans le pays est énorme, et Erdogan s'est « formellement » déclaré partisan de la cause palestinienne.

Dans une déclaration du Parti de la fraternité ouvrière, dont on lira des extraits ci-dessous, il est notamment expliqué la signification de la prétendue élection directe du président par le peuple, qui correspond parfaitement aux « conseils » de l'administration américaine. ■

## “La nouvelle camisole de force que l'impérialisme impose à la Turquie : le prétendu choix du président par le peuple !”

Extraits de la déclaration du Parti de la fraternité ouvrière

“Le président doit se conformer aux caractéristiques décrites par la Constitution de 1961 (...). La disparition du barrage des 10 %, la possibilité pour tous les partis politiques de participer, l'égalité de temps de parole, la révocabilité possible des députés élus par ceux qui ont voté, l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, le choix d'un président de l'Assemblée nationale qui ne soit pas dirigé par Washington ou Bruxelles : tous ces principes, s'ils étaient appliqués, seraient plus que suffisants. C'est pourquoi, tout en refusant le jeu de la présidentielle, qu'on nous ferait prendre pour le choix d'un peuple, nous devons partir en campagne pour les élections à l'Assemblée nationale avec les principes défendus ci-dessus. La révolte populaire du mois de juin de l'an passé est une première étape, mais on ne doit pas s'en contenter. Grèves, résistances ou occupations doivent donner le ton, la classe ouvrière commence à se mettre en mouvement, comme Soma et Sisecam, à Yatagan (...). » (Selon la déclaration, l'alternative à cette élection serait la convocation d'une Assemblée constituante souveraine — NDLR.)

### IL EXISTE UNE ALTERNATIVE À CES ÉLECTIONS !

« Cette assemblée doit déclarer en premier lieu son indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, décider de quitter l'OTAN, mettre fin aux accords bilatéraux avec les Etats-Unis, décider la réappropriation des bases militaires américaines sur le territoire turc. Une autre décision qui devrait être prise par une assemblée souveraine : le rappel de tous les militaires des pays étrangers et l'interdiction des poli-

tiques étrangères aventuristes. Cette assemblée doit se prononcer pour la paix, à l'intérieur comme à l'extérieur. Être du côté de la paix, cela signifie défendre la laïcité avec la plus grande fermeté. La seule solution contre la défiance créée par l'impérialisme et les différents gouvernements entre les différentes religions, en Turquie et au Moyen-Orient, c'est la laïcité. On ne peut plus parler de paix et de démocratie si la moindre concession est faite à ce sujet. En outre, minimiser l'importance de la laïcité revient à permettre les divisions au sein de la classe ouvrière et du peuple, de façon irréversible, sur la base des différents courants religieux. Il ne s'agit pas d'un détail sans importance. C'est pourquoi l'Assemblée nationale doit défendre la laïcité sans aucune concession. L'Assemblée nationale, pour assurer une véritable égalité entre les peuples, et en même temps rendre possible une scolarisation dans leur langue maternelle, doit reconnaître le statut de langue officielle au kurde, langue parlée par le quart de la population. Le fait pour la Turquie de reconnaître deux langues officielles lui permettrait de stabiliser l'unité du pays et serait la base de la fraternisation entre les peuples. La solution n'est pas la séparation : que les enfants turcs apprennent le kurde, comme aujourd'hui les enfants kurdes apprennent le turc (...).

Comme Parti de la fraternité ouvrière, nous proclamons la nécessité d'une Assemblée nationale assurant à tous les peuples et les opprimés de Turquie d'être représentés sans barrage ni interdits. Avec une telle Assemblée nationale, nous nous battons avec les organisations ouvrières pour que les moyens de production soient à nouveau nationalisés sous contrôle des ouvriers. » ■

## HONG KONG

## L'envers du décor (1)

Les cahutes de bric et de broc perchées sur des toits d'immeubles à Hong Kong abritent depuis des décennies des milliers de « travailleurs pauvres » du territoire, où les prix de l'immobilier atteignent des sommets. C'est l'envers du décor de cette mégapole qui nous est généralement présentée comme la vitrine du capitalisme conquérant...

Il n'existe aucun recensement de ces occupants, mais les autorités estiment à 170 000 le nombre d'habitations insalubres que le gouvernement du territoire veut démolir. Entre 2001 et 2011, ses services en ont déjà détruit 400 000. Dans une ville où un appartement de luxe atteint facilement 50 millions de dollars américains (36,8 millions d'euros) et où l'attente pour bénéficier d'un appartement en HLM peut durer des dizaines d'années, les familles ouvrières n'ont pas d'autre choix que ces baraques de planches et de tôles. Et certaines vivent dans ces conditions depuis plus de trente ans !

Un loyer « coûte au moins plusieurs milliers de dollars (de Hong Kong), on ne peut pas se le payer », explique Su Xinyun, une mère au foyer qui vit avec ses deux fillettes et son mari, maçon, dans une de ces cahutes.

M<sup>me</sup> Su, 46 ans, vit là depuis quatre ans. « J'ai vraiment peur quand il y a un typhon. J'ai peur que le toit s'effondre et je sens les murs trembler », dit-elle. Elle partage une cuisine avec ses voisins, avec une toilette et un tuyau qui fait office de douche.

## SUISSE

## L'envers du décor (2)

**Un travailleur suisse sur treize, soit 7,7 % de la population (590 000 habitants), est touché par la pauvreté, dans un pays considéré comme l'un des plus riches du monde, selon des chiffres publiés le 14 juillet par l'Office fédéral de la statistique, qui portent sur l'année 2012. Parmi ces personnes, 130 000 exercent une activité rémunérée. Les catégories les plus exposées sont les familles monoparentales, les adultes vivant seuls, les personnes sans formation, et celles vivant dans un ménage dont aucun membre ne travaille.**

## CHIFFRE

6

C'est le nombre d'électeurs qui sont venus s'inscrire sur les listes électorales le 15 juillet dernier au matin à la mairie de Mégrine (sud de Tunis) !

Dans tout le pays, il restait à enregistrer près de la moitié

d'un corps électoral estimé à huit millions d'électeurs potentiels sur près de onze millions d'habitants.

Signe du rejet

de tous les partis, quatre ans à peine après la révolution qui a chassé la dictature de Ben Ali.

L'inscription, obligatoire, devait s'achever le 22 juillet.

Photo AFP



Tripoli (Libye), le 16 juillet : l'aéroport international a été la scène de quatre jours de combats intenses pour son contrôle. Plusieurs avions y ont été sévèrement endommagés.

## Libye : le spectre de la guerre civile hante de nouveau le pays

**L**es combats entre milices armées rivales autour de l'aéroport de Tripoli risquent de plonger la Libye dans la guerre civile, face à des autorités minées par les intrigues claniques et la corruption.

Le pays est en pleine décomposition depuis 2011, année de l'intervention des troupes françaises et britanniques sous pavillon de l'OTAN, qui a abouti au renversement de Mouammar Kadhafi, une opération qui a livré la Libye aux mains de groupes formés d'ex-rebelles, faisant la loi sur fond d'après luttres d'influence à la tête de l'Etat.

Ailleurs dans le pays, à Benghazi, chef-lieu de l'Est, des combats opposent les

« forces de sécurité » à des groupes qui contrôlent l'hôpital al-Jala. La ville est en outre le théâtre de combats quotidiens entre diverses milices et les forces paramilitaires du général dissident Haftar.

Ces nouvelles violences sont de toute évidence liées aux élections législatives du 25 juin, dont les résultats définitifs (à coup sûr truqués) ne seront annoncés que le 20 juillet, au terme d'un scrutin où seuls des « candidats individuels » ont pu se présenter après l'interdiction des listes politiques.

Bonne nouvelle en revanche pour les compagnies pétrolières : en dépit du chaos, la production du pétrole en Libye a repris une courbe ascendante. ■

## GAZA

## Un ministre palestinien chassé par des manifestants

Le 15 juillet dernier, le ministre palestinien de la Santé, Jawad Awad, a été forcé par des manifestants en colère de quitter la bande de Gaza, bombardée par l'Etat d'Israël depuis maintenant plus de deux semaines.

Arrivé d'Egypte au point de passage frontalier de Rafah, le cortège du ministre a dû rebrousser chemin, annulant un déplacement prévu dans l'hôpital Chifa de la ville de Gaza.

Devant l'hôpital, d'autres manifestants attendaient le ministre, dénonçant l'inaction du gouvernement d'union auquel il appartient, basé en Cisjordanie.

*Gaza a été bombardée, Gaza a été détruite, et c'est maintenant qu'il vient !*, hurlait la foule.

## AFRIQUE DU SUD

## Le double langage de l'ex-ministre de la Police à propos de la tuerie de Marikana

La fusillade policière de Marikana, le 16 août 2012, est « une tragédie indigne d'une démocratie », déclare aujourd'hui le ministre de la Police de l'époque, Nathi Mthethwa, qui témoigne devant la commission d'enquête chargée d'élucider les circonstances dans lesquelles la police a ouvert le feu sur un rassemblement de mineurs en grève pour l'augmentation de leurs salaires.

Une vidéo filmée après la tuerie, présentée à la commission d'enquête, montre pourtant Nathi Mthethwa, membre du comité exécutif national de l'ANC au pouvoir, en train de déclarer aux policiers aux mains encore tachées de sang : « Continuez à faire votre travail comme des professionnels. Il y aura des critiques, mais nous, votre hiérarchie, nous avons confiance que vous avez agi pour faire respecter l'Etat de droit en Afrique du Sud. » « A tout moment nous devons garantir que nous faisons tout notre possible pour que les anarchistes ne pensent pas qu'ils ont leur place en Afrique du Sud. Je tiens à vous remercier au nom de notre gouvernement », l'entend-on ajouter.

Trente-quatre mineurs du groupe britannique Lonmin ont été abattus par la police à Marikana, et plus de soixante-dix ont été blessés, la pire fusillade depuis la fin du régime raciste de l'apartheid. Aucun responsable n'a été inquiété à ce jour. La police a toujours plaidé la légitime défense, bien que l'enquête ait montré qu'une partie des victimes ont été pourchassées, abattues ou achevées par des balles tirées dans le dos ou à bout portant, et que la police a ensuite menti, dissimulé, falsifié ou antidaté des preuves.

## AFRIQUE DU SUD (suite)

## La grève des métallurgistes se poursuit



Le patronat a fait savoir qu'il n'irait pas plus loin, après le rejet de ses propositions par le syndicat sud-africain de la métallurgie Numsa, qui mène une grève dans la sidérurgie et la construction mécanique depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Le patronat a retiré son offre sur trois ans, rejetée le 13 juillet par Numsa – une augmentation de 10 % cette année, 9,5 % en 2015 et 9 % en 2016 –, précisant qu'aucune nouvelle réunion n'était prévue avec le syndicat. Hormis une augmentation salariale, Numsa, le plus important syndicat d'Afrique du Sud en nombre d'adhérents, réclame une hausse des allocations logement et la fin du recours à l'intérim. Il veut en outre un accord sur une seule année, disant ignorer ce que seront les conditions économiques des trois prochaines années.

« Nous sommes prêts à mettre fin à la grève en cours avec un accord sur un an et une augmentation de salaire de 10 % », ou au moins 10 % par an sur les trois années, si le patronat tient à un accord triennal,

a indiqué Irvin Jim, le secrétaire général de Numsa. Deux cent vingt mille ouvriers, de plus de 10 000 entreprises, ont rejoint la grève, qui affecte également d'autres entreprises privées de pièces détachées, comme dans l'automobile. Le syndicat a menacé d'« intensifier » sa grève avec des mouvements de solidarité dans d'autres secteurs.

## WALLIS-ET-FUTUNA

## Journée « île morte » en solidarité avec la grève dans la fonction publique

Une journée « île morte » était organisée le 16 juillet dernier à Wallis-et-Futuna, en solidarité avec la grève dans la fonction publique en cours depuis deux semaines.

Plus de 500 personnes ont participé à une marche entre le Palais Royal, résidence du roi coutumier de ce petit archipel, colonie française du Pacifique sud, et l'administration supérieure (préfecture). Ce mouvement a été organisé en solidarité avec l'intersyndicale de la fonction publique, en grève depuis le 3 juillet pour des questions statutaires.

Les syndicats s'opposent à la création d'un statut d'agent non titulaire de l'Etat pour les fonctionnaires territoriaux qui travaillent dans les services de l'Etat.

Depuis le début de la grève, les accès aux bâtiments de l'administration supérieure sont bloqués.